

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde **libertaire**

Grèves de janvier

le déclic ?



M 02137 - 1382 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Ce qu'il est convenu d'appeler très hypocritement la « paix sociale », n'est autre chose qu'un état de guerre latent entre ceux qui exploitent et ceux qui sont exploités »

hebdo n° 1383
du 20 au 26 janvier 2005

TOP 2520

Sommaire

La laïcité : ce que je croâ, par Jacques Langlois, page 5

Quand les **prolétaires et leurs alliés** se réveilleront, par Justhom, page 8

30 ans après, la lutte continue, page 4

Emma Goldman: étonnante actualité, par Francis Dupuis-Déri, page 9



Nucléaire : l'avenir radieux du monde, par Daniel, page 10

Grèves de Chine, par Pierre Sommermeyer, page 11

« **Tierra y Libertad** », journal anarchiste espagnol, page 14

Berlin, vers un **parc à thèmes urbains?**, par Jean-Pierre Garnier, page 15

Le kiosque Clément, le quotidien d'un diffuseur de presse, par Heike Hurst, page 17

Le petit Jésus **en érection?**, par Nestor Potkine, page 19

Argentine, généalogie de la révolte, par Léo Langevin, page 20

Gaston Puel, cinquante ans d'une vie en poésie, par Claude Kottelanne, page 21

Vie du mouvement et Radio libertaire, page 21

Agenda, page 21



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Pli fermé

(France)

32 €

61 €

99 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Madame Thatcher est rassurée, son fils Mark a trouvé enfin un juste épilogue à sa sombre affaire de mercenariat: il va lui suffire de payer 380 000 euros à la justice sud-africaine pour avoir financé une tentative de coup d'état en Guinée équatoriale, pays producteur de pétrole, pour renverser le président Teodoro Obiang. Les journalistes indiqueraient qu'il est question dans cette épopée du MIV, les services secrets de la couronne. Petit fait d'hiver qui passera à la trappe très rapidement. En langage démocratique, cela s'appelle méandres de la diplomatie. Ces méandres nous rappelle l'hospitalité affectueuse de notre Dame de fer envers un certain Pinochet, venu en vacances avant de se faire rattraper lui aussi par la justice. Dame de fer qui a su dire son mot en Amérique latine en envoyant ses boys aux Malouines. Mais l'Histoire démocrate se souviendra d'elle comme celle qui a su relancer la productivité britannique après les sombres années suivant le crash pétrolier (tiens, encore le pétrole...). Qu'importe si cette Histoire oublie l'une des plus grandes casses sociales qu'ait connue une démocratie occidentale.

Après avoir quitté les rênes du pouvoir, Madame Thatcher est devenue baronne de Kesteven, ce qui lui permet de siéger à la Chambre des Lords. Qu'en sera-t-il pour Chirac? Nous n'en savons rien, ses amis par contre anticipent. Voilà-ti-pas qu'un sénateur UMP, Monsieur Gérard, vient de proposer de faire de nos anciens chefs d'état des sénateurs à vie, bénéficiant ainsi d'une immunité parlementaire, si chère à notre président. Ce n'est pas sans classe, on se croirait revenus aux temps où Rome dominait le bas monde, où la démocratie d'alors au moins laissait envisager clairement aux citoyens leur marge de manœuvre. Il y a comme de la nostalgie chez nos politiciens d'aujourd'hui. Le virus berlusconien a traversé les Alpes. Les scientifiques le décrivent ainsi: utiliser les rênes du pouvoir à des fins personnelles. En son temps, Louise Michel l'avait déjà diagnostiqué, le remède est connu, manquent les moyens...

Les démocrates d'aujourd'hui n'ont de cesse de démontrer que leur régime politique est devenu immuable, reste qu'ils agissent dès qu'ils ont nos affaires en main comme ceux qu'ils les ont précédés. Seules les règles changent, mais qui a fixé ces règles?

Enfin une bonne nouvelle?



Fabrice

Groupe La Sociale, Rennes

JEUDI 20 JANVIER, la quasi-totalité des fédérations de fonctionnaires appelle à une journée de grève et de manifestations.

Cette unité ponctuelle s'est réalisée sur la question des salaires face aux provocations des propositions du ministre Dutreil: alors que les fonctionnaires ont enregistré, au bat mot, 5 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2000 (sans parler des nouveaux prélèvements qui interviennent dès ce mois de janvier 2005 sur la CSG, le CRDS...), Dutreil, dont on sait tout le bien qu'il pense des fonctionnaires, propose une augmentation pour 2005 de 0,5 % au 1^{er} février et une autre du même montant au 1^{er} novembre. Ce qui n'équivaut pas à 1 % d'augmentation, comme il est annoncé un peu vite ici ou là (ce qui serait déjà notablement insuffisant pour compenser l'inflation), mais compte tenu des dates d'effet, à 0,54 % d'augmentation réelle pour l'année. Bref, une nouvelle perte de pouvoir d'achat est d'ores et déjà programmée.

Cela correspond totalement aux recommandations de la commission de Bruxelles dans le cadre du pacte dit de stabilité.

Quand on ajoute à cela les baisses des niveaux de retraite, les remboursements réduits des frais de santé, les allocations

chômage rognées, on aboutit bel et bien à une politique globale de baisse du coût du travail (salaire direct et différé).

En face, en 2004, les salaires des patrons des entreprises cotées au CAC 40 ont augmenté en moyenne de plus de 10 %...

Parallèlement, dans le cadre notamment de la réforme de l'état, ce sont des dizaines de milliers de postes qui sont supprimés. On en voit chaque jour les conséquences dans les services publics, comme par exemple dans l'hospitalisation psychiatrique avec, à chaque nouveau drame, l'expression de la « vive émotion » du ministre Douste-Blazy!

De même, les transferts des personnels de l'équipement et de l'éducation nationale (93 000 TOS) vers les collectivités territoriales (loi du 13 août 2004) amorcent la première étape d'une privatisation partielle ou totale de certains services.

La question des statuts nationaux, à l'image de ce qui se passe dans le privé avec le code du travail, est d'ailleurs au centre des revendications des salariés du public. C'est un enjeu majeur.

Dans l'éducation nationale, comme l'indiquait l'article de la commission sociale de la FA paru dans le Monde Libéraire du 9 décembre dernier et concernant le projet

de loi Fillon, l'autonomie accrue des établissements (on pourrait plutôt parler de subsidiarité) aboutit à la destruction de toutes les règles, de tous les droits des personnels comme des élèves d'ailleurs. La sacro-sainte « communauté éducative » dicterait sa loi à travers les conseils d'administration dont les personnels deviendraient les salariés. Statut national ou règlements intérieurs à géométrie variable, la différence est de taille.

Bref, pour tous ces motifs, salaire, statut, postes, précarité, les salariés du service public ont toutes les raisons de se mobiliser et, dans certains secteurs, cette mobilisation s'annonce d'ailleurs réelle.

Néanmoins, ne serait-ce que le souvenir d'un passé récent-et cuisant (mouvement de 2003) pousse à la prudence... Le fait que les secteurs partent en ordre dispersé le 18 pour La Poste, le 19 à la SNCF et à l'EDF et le 20 dans la fonction publique, n'incite pas obligatoirement à un optimisme béat.

De même, l'annonce de l'organisation d'une journée de manifestations pour les salariés du privé le samedi 5 février sur la question des 35 h, n'est pas à proprement parler une bonne nouvelle.

D'abord parce que cela rappelle une fois de plus un mauvais souvenir : en février 2003, une initiative pseudo unitaire du même genre avait amorcé le mouvement sur les retraités. Trois mois plus tard, la trahison de la direction de la CFDT et le refus systématique, pendant toute la période, notamment de la direction de la CGT, de permettre à la grève de se développer, en y opposant les journées d'action et les fameux temps forts, ont entraîné l'échec que l'on connaît et que l'on paye encore aujourd'hui.

Ensuite, parce qu'il y avait toutes les raisons pour que les confédérations syndicales prennent leurs responsabilités et appellent à la grève du 20 janvier les salariés du privé. Ne subissent-ils pas eux aussi les mêmes coups : licenciements, précarité accrue, code du travail bafoué, pouvoir d'achat en baisse ? L'annonce, d'ailleurs, de Chirac de l'exonération totale, d'ici 3 ans, des charges sociales pour les salariés payés au Smic est particulièrement grave. C'est une incitation majeure à la smicardisation de millions de salariés et cela entraîne parallèlement l'assèchement du financement de la Sécurité sociale.

En n'appelant pas le 20 janvier, en dispersant les forces, les confédérations jouent donc contre les salariés, mais ce n'est pas vraiment nouveau.

À nous de pousser pour que, bon gré mal gré, la jonction se fasse et qu'enfin tous les salariés commencent à rendre, ensemble, quelques coups au gouvernement et au Medef.

Bien au-delà de la question de savoir qui du oui ou du non l'emportera lors du référendum sur le projet réactionnaire et totalitaire de Constitution européenne, la construction d'un véritable rapport de force en ce début d'année pourrait être la vraie bonne nouvelle. **F**

La loi Veil, on y veille !

À l'occasion des trente ans de la loi, autorisant l'avortement dans certaines conditions, 15 000 personnes se sont retrouvées dans les rues de Paris, ce samedi 15 février 2005 :

- pour fêter une loi qui a ouvert des portes de liberté pour les femmes,

- pour veiller à ce que ce droit ne soit jamais plus remis en cause,

- pour clamer leurs revendications d'améliorations (délais, conditions d'accueil et d'application, moyens financiers et humains des centres d'IVG...),

- pour rappeler qu'une santé au rabais menace l'accès à l'avortement,

- pour être solidaires des femmes privées de ce droit et qui luttent dans le monde entier, comme en Pologne, en Argentine ou en Irlande...

En effet, 30 ans après la légalisation de l'avortement en 1975 - et son remboursement en 1982 - obtenus grâce aux luttes féministes, ce droit et ce choix demeurent encore trop souvent tabous et culpabilisants, tant les réticences à reconnaître aux femmes le droit à disposer de leur corps sont encore prégnantes dans les écoles, les familles ou les médias. Les espaces publics comme les médias ne cessent de parler de « sexualité », mais toujours de façon voyeuriste et commerciale. Par ailleurs, la lutte contre le sida n'a pas simplifié l'accès à la contraception : en associant l'amour et la mort, surtout au moment des premières relations sexuelles. La prévention est focalisée sur le préservatif, au détriment de l'apprentissage de conduites responsables et de choix contraceptifs.

Depuis quinze ans, la montée des intégrismes religieux menace les droits des femmes. En réponse, les slogans entendus à la manifestation sont souvent anticléricaux : « je suis athée et je vous emmerde », « religions : oppression mentale », « contre tous les intégrismes », « ah, si Marie avait connu l'avortement, on n'aurait pas tous ces emmerdements ! » « la capote, pas la calotte ! ».

Les menaces ne sont pas que le fait de dangereux intégristes : ce sont ceux qui voudraient donner un statut juridique à l'embryon en saisissant la Cour européenne des droits de l'homme ; ce sont les affidés de SOS-tout petits qui harcèlent le Planning familial et qui organisent des commandos anti-IVG ; ce sont aussi des parlementaires qui voudraient créer un délit « d'interruption involontaire de grossesse », comme l'amendement Garaud ; ou encore certains ministres comme Hervé Gaymard, genre du professeur Lejeune et qui en épouse les idées en même temps que la fille, tous trois

connus pour leurs sympathies « pro life » !

D'autres slogans insistent sur la liberté de choix, sur le droit au plaisir : « mon corps m'appartient », « avortement, un droit, un choix, notre liberté ». Un propos représente le mieux la manifestation : « avortement - contraception, libres, gratuits et accessibles, pour les femmes du monde entier ».

Un immense ruban relie les noms de plusieurs centaines de femmes, pas toutes aussi connues que Billie Holiday, Flora Tristan, Camille Claudel, Louise Michel, Simone de Beauvoir ou Frida Kahlo.

Hélas, tout le monde n'est pas au rendez-vous : c'est autour du Planning familial de nombreux départements et de l'ANCIC (Association nationale des centres d'IVG et de contraception) que les militants et militantes féministes se sont regroupés, mais partis politiques et syndicats n'alignent que quelques maigres cortèges. Comme souvent d'ailleurs dans les manifestations pour les droits des femmes : les enjeux électoraux sont lointains, ceci explique peut-être cela ?

À noter la participation non négligeable d'hommes dans certaines parties du cortège, mais plus troublante, la présence de quelques femmes « enfoulardées » ou voilées, se revendiquant « féministes pour l'égalité », avec une banderole « tous unis pour le droit à l'avortement ».

Si la manifestation semblait manquer parfois de dynamisme, le rassemblement ultime sur les marches de l'Opéra, envahies par les manifestantes, a été des plus joyeux et revendicatif. Les slogans et les chansons sont entonnés avec force : « L'Hymne des femmes » notamment ! Les calicots sont alors copieusement filmés et photographiés, et des manifestantes interviewées.

Nous ne voulons plus revenir au temps des avortements clandestins qui ont tué et mutilé tant de femmes : « Le féminisme n'a jamais tué personne ; le machisme tue tous les jours », comme le dit Benoît Groult.

Avortement, contraception, droits des femmes, la lutte continue.

Commission Femmes Fédération anarchiste

NB : rappelons que dans tout groupe social, y compris anarchiste, faute de contrat entre les individus, il n'y a pas de droits, ni de liberté, ni d'égalité... C'est pourquoi, quand une loi représente une avancée, il faut le dire, et la défendre, et lutter pour l'améliorer ! Le Medef, qui prône la disparition de tant de droits, en sait quelque chose !

La laïcité : ce que je croâ

La laïcité repose sur plusieurs piliers: la neutralité de l'État par rapport aux religions, la tolérance, le pluralisme, une nécessité de justice et la vigilance.

Jacques Langlois

LA COMMISSION SUR LA LAÏCITÉ, qui a été choisie aux petits oignons, contenait quelques membres alibis et a procédé à des consultations quelque peu étroites. Mais elle a dans l'ensemble effectué un travail sérieux. C'est le président Chirac qui l'a transformée en Stasi de sinistre mémoire en réduisant drastiquement le contenu de son rapport pour le limiter au port de signes religieux visibles.

Il a donc fallu une loi pour revenir au bon sens et appliquer un bon vieil arrêté du Conseil d'État remontant aux années du règne de Jospin I^{er} dans l'Éducation nationale. C'est que les politicards de tout poil n'ont rien compris à la laïcité et ont même largement reculé par rapport à 1905. La laïcité, comme on le verra ensuite, repose sur plusieurs piliers: un principe politique, la neutralité de l'État par rapport aux religions; une valeur fondamentale, la tolérance; une réalité sociologique, le pluralisme; une nécessité de justice, la qualité suffisante des conditions d'existence offertes à tout un chacun; et une vigilance, la sanction des actes non conformes aux principes et normes de la République. Mais sans doute ladite République n'est-elle plus qu'une coquille vide dans le cadre de ce qui est devenu une oligarchie représentative.

Rappelons que la loi sur la séparation de l'Église et de l'État avait pour double but de rogner les ailes des congrégations religieuses et des corbeaux de tout plumage et d'instaurer la neutralité de la sphère politique par rapport à toute religion. Elle respectait l'existence des religions et voulait développer la paix entre elles, l'État et les citoyens. Elle s'inscrivait dans une politique globale et pratique capable d'améliorer le sort du plus grand nombre.

La situation actuelle est bien différente. L'individualisme capitaliste, utilitariste, hédoniste, égoïste, s'est installé. Le multiculturalisme, celui de la juxtaposition concurrentielle de communautés en tout genre, d'ethnies, de religions, de cultures a émergé pour la bonne raison que tout un chacun a besoin de sécurité et de repères, de même que de solidarité, devant l'adversité que le capitalisme libéral développe avec accélération.

Le capital se porte d'autant mieux que les individus sont atomisés et traités de façon purement statistique (mot dont la racine est: relatif à l'État) et que les communautés sont molécularisées. La diversité et la multiplicité des individus et des communautés, opposés dans leurs croyances, attitudes, comportements, sont la meilleure garantie de la diffi-

culté grandissante à se coaliser et se révolter devant le développement du « struggle for life » que le libéralisme a érigé en doctrine.

Certes, en tant qu'anarchistes, nous revendiquons la prééminence de la personne, mais dans un but commun et constructif de solidarité, d'altruisme, d'entraide, de coopération. C'est pourquoi la neutralité de l'État, tant qu'il existe, est indispensable pour empêcher que les différentes calottes ne viennent contrecarrer nos finalités et valeurs. Car que contiennent les « raticonneries » sinon chacun pour soi et Dieu pour tous, et le primat d'une morale imposée (collective par définition) sur une éthique (personnelle par choix) librement consentie et raisonnablement édifiée?

Car qu'est-ce que l'État sinon le « diviser pour régner » et l'imposition d'une légalité coercitive et formelle au détriment de la légitimité du débat public dans les relations sociales? Cependant, les culs-bénis et les étaïstes se sont mis dans une contradiction: comment à la fois encourager la séparation entre les individus et entre les communautés et empêcher que les conflits entre eux ne fassent éclater la société? Le gouvernement Chirac a trouvé des préservatifs au danger: les paroles de compassion, le discours de la fracture sociale et la réalité de la répression accrue par les lois Perben et la police munie des pleins pouvoirs, encouragée à faire du chiffre et couverte dans ses bavures.

La laïcité républicaine signifiait une autre solution: il y a des principes universels de régulation des rapports sociaux au-dessus des différentes conceptions particulières du monde. Les libéraux, partant de l'idée que celles-ci sont inconciliables et de même valeur, lui substituent la procédure électorale démocratique (voir l'élection en 2000 de M. Bush et en 2002 celle de M. Chirac pour savoir que penser de cette démocratie-là). Ils abandonnent donc, au contraire des républicains, tout contenu, tout projet commun, tout choix de société: il n'y a plus que la légalité formelle de l'élection.

Les républicains ont des valeurs: liberté, égalité, fraternité, même si cela demeure très insuffisant et reste théorique. Ils ont donc des universels communs au-dessus des individus et des communautés. La laïcité, comme neutralité de l'État vis-à-vis des croyances, s'ajoute à ces principes universels. Elle signifie donc non seulement la neutralité (de l'État) mais aussi l'appartenance de celle-ci à un cadre commun de valeurs et de principes censés



orienter la société et pacifier les relations sociales dans des finalités supérieures aux individus et aux groupes. C'est politique, mais ce n'est pas que de la séparation du politique et du spirituel; c'est en même temps la réalisation des principes d'une politique générale et commune en tant que contenu substantiel (ce qu'apporte « l'État providence » comme moyens d'égalisation des conditions et de solutions aux aléas de la vie) pour tous et soumis à l'adhésion de tous.

Les magouilles sécuritaires et clientélistes de M. Chirac n'ont fait retentir que la séparation « laïcarde » à l'instar des vieux anticléricaux (et souvent très libéraux en économie). Il est vrai que quand il n'y a plus de solidarité, quand la liberté tend vers la seule consommation de gadgets et quand l'égalité régresse, il n'y a plus que la loi sur la laïcité. Laquelle relève de la politique de gribouille car la prétendue Constitution européenne la fera tantôt sauter, de même que la partie y afférente de la Constitution française.

Il y a d'autres oublis caractéristiques de la volonté de se refaire une virginité républicaine à peu de frais. La neutralité de l'État signifie encore que la société est pluraliste. C'est pourquoi les services publics veillaient, autrefois quand ils avaient encore du poids, à ce que leurs agents reflètent la multiplicité de la société civile, la diversité de la population. Un cégétiste pouvait monter dans la hiérarchie comme pour toute obédience de pensée. Or M. Chirac a truffé les « organes » de l'État avec ses copains: Conseil économique et social, magistrature, direction des entreprises publiques, commissions, agences, comités, autorités en tout genre (par exemple CSA), Conseil constitutionnel, etc. Par rapport aux sociaux, il ne s'agit que d'une différence de degré, car ils avaient commencé la politique des dépouilles par exemple avec la nomination de Le Floch-Prigent (dit Pink Floch ou Pink Flop) à Elf ou de Ménage (celui des écoutes mitterrandiennes) à EDF. Le pluralisme s'en trouve donc éliminé (qui dit que le libéralisme, c'est la pluralité?).

Mais aussi et même la neutralité puisque toutes les choses sont dirigées par les partisans, les féaux, les séides du parti politique au pouvoir, et que la diversité du pays n'est plus représentée. Pour assurer la variété idéologique du peuple, on se contentera de l'interdiction législative du port de signes religieux trop visibles! Pourquoi pas une loi pour restaurer le pluralisme? Il est vrai que ce ne serait utile que si les dirigeants politiques étaient malhonnêtes dans leurs pratiques politiciardes. M. Chirac n'a jamais été poursuivi et encore moins condamné, n'est-ce-pas? Comme dirait Montesquieu, la République requiert de la vertu en sus de la laïcité.

Certes, en tant qu'anars, nous avons une confiance plus que limitée dans la démocracie

étatique et dans la République qui a tant combattu les justes réclamations du peuple (la Commune, Fourmies, Draveil, 1848, etc.). Mais nous n'avons pas à rejeter ce qui soulage les souffrances et aménage des voies de progression. On sait ce qu'est la révolution menée par des révolutionnaires professionnels au lieu de l'évolution vers de meilleures structures et rapports sociaux.

La mafia de l'UMP a aussi oublié que la laïcité ne repose pas que sur le principe de neutralité; elle est surtout fondée sur la valeur de

voir: elle avait, elle, noté, que la laïcité supposait des conditions. Foin de cela, vive le voile pudique qui est jeté dessus. Se servir du voile comme voile vis-à-vis des vrais problèmes, voilà tout l'art de la clique chiraquienne. Et ne voilà-t-il pas que M. Sarkozy a subitement trouvé son chemin de Damas ou son pilier de cathédrale! Ne veut-il pas apporter aux relations sociales un supplément d'âme religieuse. Car, évidemment, un athée n'a pas de spiritualité; la droite raison ne lui suffit pas; il lui faut le support et les consolations de la religion et

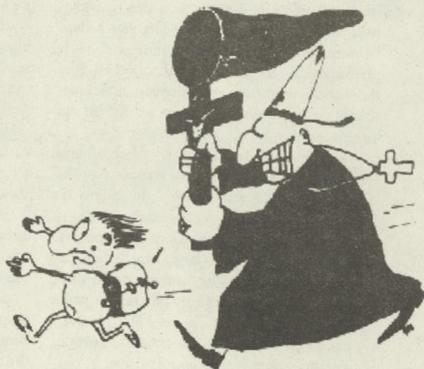
des curetons. Là où il faudrait une réelle politique d'intégration respectant la dignité de chacun et les différences des groupements, alors que l'on ne peut être respecté par les autres si on ne peut se respecter soi-même, ce qui est l'effet de l'exclusion et de la stigmatisation, on débouche sur une loi formaliste qui finira dans « la critique rongeuse des souris » (Marx). Et, en même temps, Sarko se pique laïquement d'organiser le culte musulman au lieu de se contenter d'une instance telle que le Consistoire israélien ou le Synode catholique. L'État laïc n'a pas à organiser les religions. En revanche, il est utile que chaque religion puisse s'exprimer devant les autorités publiques.

Enfin une saine conception de la laïcité, outre ce qui a déjà été vu (principe, valeur, pluralisme, structures et conditions valorisantes de bonne vie en commun), implique que les pratiques qui ne respectent pas les valeurs et principes de la République, de même que les droits de l'homme, soient repérées, évaluées, sanctionnées. On ne peut accepter que soient propagées l'excision, le mariage forcé, l'interdiction de l'apostasie, le marchandage du travail, l'exploitation des enfants ou des femmes, les emplois fictifs, la corruption, l'homophobie, etc.

Mais il n'est pas sûr du tout que la loi soit le seul opérateur pertinent. Développons plutôt l'éducation générale, les conditions de vie, les rencontres, en un mot le débat public et la Justice...

Évidemment, c'est plus cher et plus long que de se contenter de signer un papier de légalité formelle. Bien sûr, cela n'a pas la même finalité. Plutôt que de développer le libre arbitre, le pouvoir réactionnaire actuel préfère faire peur (leitmotiv sur l'insécurité) et renforcer la crainte de la police et des juges appliquant automatiquement des barèmes répressifs. La peur est envahissante et irraisonnée; la crainte est un calcul des conséquences. On facilite ainsi une approche individualiste et utilitariste de la loi. Peur et crainte sont devenues les deux mamelles du gouvernement. La loi sur la laïcité n'est qu'un paravent, car cette politique pue le pet et non la paix. Du reste, « porter le pet » est aujourd'hui valorisé sous le beau nom de délation exigée des « bons » citoyens.

I. L.



tolérance et le respect des différences. Maintenant, c'est devenu la tolérance zéro: après les maisons de tolérance, la loi supprime le racolage passif et la clientèle, les rassemblements dans les halls d'immeuble, etc. (loi sur la sécurité quotidienne). La tolérance réelle en tant que valeur partagée supporte aisément le port de signes religieux et on ne voit guère en quoi cela porterait atteinte à la neutralité de l'État. Je dirais même qu'il faudrait encourager ce port s'il est volontaire. En effet, ainsi on sait tout de suite à qui on parle puisqu'il affiche ce qu'il croit. C'est très utile dans les relations sociales.

Mais la tolérance ne peut exister que si les situations des uns et des autres sont suffisamment justes et égalisées, que si les conditions de vie ne contiennent pas l'exclusion et donc le ressentiment. Comme toute valeur, la tolérance ne s'impose pas par la loi. Elle se prouve et s'éprouve dans les pratiques sociales et les circonstances des relations avec les autres. Celles-ci ne peuvent être respectueuses (le respect est le corollaire de la tolérance) de la dignité humaine et encourager ou faciliter le développement de la vertu de tolérance que si tout un chacun dispose d'une place reconnue et valorisée dans le concert social.

Comme disait Proudhon: « L'homme le plus libre est celui qui entretient le plus de relations. » Comment le faire lorsque l'on est exclu à la fois des biens matériels et de la dignité, lorsque l'on survit au lieu de participer et de coopérer? Ainsi, la commission Stasi s'est-elle trouvée instrumentalisée par le pou-

Quand l'autruche éternue...

Accord perdu

« Je suis d'accord avec ce que dit Hervé Gaymard, ou plutôt Hervé Gaymard est d'accord avec moi. » Raffarin.

À propos de quoi, qu'on est d'accord, je sais plus. Mais demandez à Hervé, il a dû prendre des notes.

Dégonflé

« Ce week-end, on va afficher encore une fois nos ego boursouflés ! » Mamère, de Les Verts.

Tu sais quoi, mon Noël, pour réduire cette collective boursouflure, t'as qu'à pas venir, ce week-end. Ça fera au moins un ego qu'il y aura pas à dégonfler.

Le journal qui dit tout haut ce que le Medef pense pareil

« Il n'y a pas de politique sociale cohérente qui ne donne la priorité à la création de richesses. » Julliard, pisse-froid du Nouvel Obs'.

Plutôt que d'imaginer une répartition plus juste des richesses, songeons avant toute chose à en produire davantage... Seillière n'aurait pas dit mieux.

Le rescapé

« Je suis sur le pont nuit et jour. » De Villiers.

Et pas la moindre vague pour nous débarrasser une fois pour toute de cette engeance...

Mad Max, il en a marre

« J'en ai marre que l'on me traite de cinglé, d'illuminé fanatique, d'extrémiste religieux. Tout ce que je peux faire, c'est prier. » Mel Gibson.

C'est ça, aggrave ton cas...

Allez les bleus

« La France cherche un coach. » Cambadélis, PS.

Elle cherche aussi un bon masseur, un entraîneur adjoint et deux, trois spécialistes de la pharmacopée. C'est ça, ou alors on perd le championnat.

Entre

« Entre l'homme et le loup, je préfère l'homme. Entre le loup et l'agneau, je préfère l'agneau. » Hervé Gaymard, bête noire.

Et entre l'agneau et le gigot?

Général nous voilà

« Engager un voleur de mobylette ou un tagueur, ça ne me pose aucun problème... à condition qu'il accepte de devenir soldat. » Général Cambournac, chargé du recrutement.

D'abord l'armée manque cruellement de Motobécane 49,9. Ensuite, les murs extérieurs des casernes méritent bien un « petit coup de jeune », du type fresque hip et hop. Enfin, si le futur soldat était voleur dans le civil, ça simplifie, pense, la tâche des formateurs. Il ne leur restera plus qu'à en faire un tueur.

Gare au curare

« Je ne serais pas inerte en 2007. » Chevènement.

Ça, mon gars, t'en sais rien.

Au-delà du réel

« Le temps n'est plus aux personnages un peu surnaturels, à la De Gaulle ou à la Mitterrand. On est désormais dans le monde du réel. » Bartolone, PS.

Ah oui? Pourtant, à écouter Strauss-Kahn, Hollande, Lang ou Delanoë rabâcher leurs discours simiesques, on est en droit de penser que les socialistes français n'ont pas encore renoncé à la quatrième dimension.

Frédo Ladrissse.

(sources: France Inter, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien, Politis).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

À votre bon cœur !

AVEC LE DRAME ASIATIQUE, une fois encore les médias font « pleurer Margot dans les chaumières ». Et le public d'être matraqué pour verser son obole aux organismes caritatifs. Cela en devient indécent... et suspect. Les gouvernements si peu généreux d'ordinaire (voir ce qu'il en a été des promesses faites au Honduras ravagé par un cyclone ou à l'Iran après la destruction de Bam causée par un tremblement de terre, faisant 30 000 morts) semblent avoir trouvé, là, un moyen de faire payer leur manque de solidarité à leurs concitoyens (35 millions d'euros sortis des bas de laine des Français en l'espace d'une semaine).

Il n'a pas été fait autant de battage médiatique lors des précédentes catastrophes. À croire que la compassion est sélective. Il n'a pas été procédé à de grandes campagnes pour que cessent vingt ans de guerre civile au Sri-Lanka, occasionnant 200 000 morts, ni en Indonésie où la province d'Aceh est également en proie à la guerre civile. Qui s'en souciait jusqu'alors? Aujourd'hui, parce que la catastrophe est naturelle, c'est le branle-bas de combat humanitaire! Les morts de la guerre seraient-ils moins légitimes que ceux des cataclysmes?

En outre, les images de la catastrophe ne reflètent pas l'entière réalité. À savoir qu'au-delà d'une bande côtière de deux kilomètres, la vie continue comme de coutume, la vague n'étant pas allée plus loin dans les terres.

Imaginons les pailotes de la plage de Pampelonne (dont la très sélecte « Voile rouge ») dévastées alors que le village de Ramatuelle, perché sur sa colline, serait parfaitement intact; croyez-vous qu'il serait utile que les citoyens du monde paient pour les remettre en état de marche? Vu du golfe de Saint-Tropez, il serait risible que les couches populaires attendries paient les réparations des pailotes accueillant les riches touristes là où le champagne coule à flots sur le sable.

Ne nous faisons pas d'illusions, les zones touristiques dévastées en Asie seront les premières remises à neuf, alors que les cabanes de pêcheurs resteront à l'état de ruine encore longtemps.

Et que dire de Toulouse où, quatre ans après l'explosion d'AZF, des familles précarisées à l'extrême (perte simultanée de l'emploi, du logement et du véhicule) vivent toujours en Algéco... dans l'indifférence générale.

Claude Nepper

Quand les prolétaires et leurs alliés se réveilleront

Justhom

LÉ DÉVELOPPEMENT des sociétés industrielles a alimenté la spéculation sur la disparition des classes sociales. Moins que jamais prolétaires et bourgeois ont disparu du paysage social, même s'ils ne forment plus les deux pôles qui faisaient la vie politique et sociale.

La chute des effectifs ouvriers est certes très importante (ils représentaient 40 % des emplois dans les années 1950-1970 contre à peine 27 % en 1996).

Cela signifie tout de même que trois actifs sur dix sont aujourd'hui ouvriers, soit plus de six millions de personnes, auxquelles il convient d'ajouter les ouvriers à la retraite, en préretraite ou encore les chômeurs.

Bien que la classe ouvrière conserve toute sa spécificité, un processus de forte « tertiarisation » de la classe ouvrière se met en place, du fait du déclin de l'industrialisation du pays.

Si l'emploi non qualifié a baissé dans les postes de production depuis une vingtaine d'années, il augmente dans le secteur des services depuis 1994.

Des emplois tels que emballeurs, ouvriers spécialisés du transport, manutentionnaires, préparateurs de commandes, ouvriers d'entretien et de nettoyage, emplois de proximité, aide à la personne, etc. sont des activités en très fortes progressions.

Les emplois précaires se multiplient : CDD, emplois d'intérim, emplois à temps partiel, CES, CEC, emplois jeunes, etc.

Les employés de libre-service, de l'hôtellerie, de la restauration, les caissières des grands magasins d'hypermarché subissent une forte accélération du rythme du travail doublée d'une surveillance accrue de leur productivité.

Toutes ces transformations, ces changements, contribuent à l'émergence de nouvelles catégories sociales et professionnelles qui de part leurs conditions de travail, leur surexploitation ont un intérêt commun, celui du resserrement de leurs liens avec la classe ouvrière.

La montée d'une nouvelle pauvreté dans les années 1980 et les manifestations plurielles de l'exclusion sociale ont fait naître une sorte de sous-classe : les fragilisés, les assistés, les marginaux. Serge Paugam classe ces différentes populations en faisant apparaître leur singularité :

– Les « fragilisés » résistent au déclasserment social.

– Les « assistés » font peu à peu l'apprentissage des différentes aides sociales.

– Les « marginaux » sont victimes d'un cumul de handicaps et font l'expérience d'une rupture profonde et durable.

Or, à vouloir focaliser toutes les attentions, les analyses uniquement sur chaque catégorie, entre individus, on individualise les inégalités ce qui conduit inéluctablement vers l'isolement et le repli sur soi. Au lieu de considérer ce phénomène comme un phénomène de masse lié à la recherche de toujours plus de profit, cela contribue à faire l'impasse sur la force que représentent toutes ces catégories sociales et professionnelles, sur la nécessité de la lutte de classe, car l'exclusion constitue une forme supérieure des inégalités sociales.

Face à cette force que représentent la classe ouvrière et ses alliés, la grande bourgeoisie qui demeure une classe, et même une « classe mobilisée » tente d'avancer masquée dans un flou artistique et démoniaque. Ses contours sont beaucoup plus difficiles à identifier que ceux du prolétariat. On peut distinguer plusieurs critères comme le patrimoine, les revenus, mais aussi l'exercice de la domination économique, du pouvoir politique et administratif.

Combien sont-ils ces « grands bourgeois » ? Moins de dix mille, si l'on recense les chefs d'entreprise de plus de cinq cents salariés.

Depuis les années 1970 est apparue aux côtés de la bourgeoisie « patrimoniale » une véritable « classe dirigeante », dont une grande partie de ses membres a fréquenté les grandes écoles pour leur permettre d'accéder aux hautes fonctions quand cela n'a pas été acquis par la naissance.

Au fil des années s'est affirmée cette bourgeoisie « managériale » dont les cadres supérieurs, les technocrates et les hauts fonctionnaires sont les figures de proue.

Cette « classe dirigeante » forme ainsi une « élite interchangeable », qui parvient très habilement à se prévaloir de compétences hautement spécialisées pour revendiquer, en réalité, une véritable poly-fonctionnalité. Elle incarne la nouvelle collusion des pouvoirs économique, social et politique.

Ces activistes en col blanc peuvent occuper indistinctement les fonctions de ministres, d'administrateurs au sein d'entreprises publiques ou privées, de dirigeants dans les grandes administrations, de présidents d'association, de députés, de sénateurs.



Et, le moment venu tout ce petit monde participera à la foire d'empoigne pour occuper la fonction suprême celle du « grand Jacques ».

De la gauche à la droite, ces activistes en col blanc ont en commun la volonté de noyauter tous les secteurs d'activités, ils ne laissent rien au hasard. Rien ne leur échappe; de la présidence des ONG en passant par la télévision, la publicité, les organismes paragonnementaux, la justice, la police, ils ont la mainmise sur l'appareil d'État.

C'est ainsi qu'apparaît aux côtés de la « grande bourgeoisie patrimoniale », une « nouvelle aristocratie », qui gère avec le plus grand zèle les affaires du grand capital et qui occupe les fonctions politiques dirigeantes.

Si la société évolue, les classes demeurent. Et n'en déplaise à tous les mystificateurs, les sociologues et idéologues de droite et réformistes, la société est toujours régie en terme de classes. La lutte des classes est toujours d'actualité.

Les relations entre bourgeois et prolétaires sont beaucoup plus complexes. Les grèves sont moins nombreuses, moins dures, les acquis sociaux fondent comme neige au soleil. Cela est dû au fait que le patronat a les coudees franches depuis que quasiment tous les syndicats ont abandonné le terrain de la lutttes des classes pour se vautrer dans celui de la collaboration.

Et, pourtant, ce qui domine, c'est un fort sentiment de méfiance tenace et d'hostilité pour les classes politiques dominantes. Ainsi, loin d'avoir disparu de la scène sociale, l'action collective et la contestation se manifestent aujourd'hui autour de nouveaux enjeux et de nouveaux acteurs. Qu'il s'agisse de la mobilisation des chômeurs, des sans-papier, des sans-logis, de l'activisme des réseaux anti-mondialisation, anti-nucléaire, de lutte contre les aliments génétiquement modifiés ou encore de l'affirmation de revendications identitaires liées au sexe, à la culture, etc.

La lutte des classes ne se passe plus uniquement dans l'entreprise, elle en sort pour investir l'espace public. Les luttes sociales sont une « réalité tangible »; il faut parvenir à les fédérer au sein d'une conscience commune d'intérêt de classe.

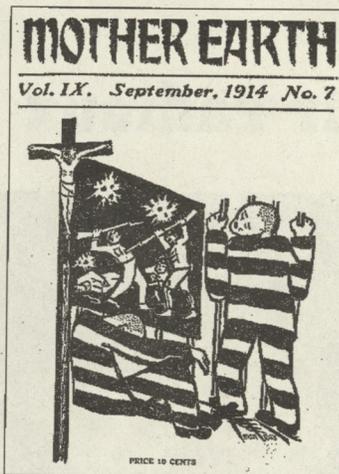
Dans cet immense chantier, les libertaires ont toute leur place et doivent jouer un rôle émancipateur, en apportant leur vision, d'une société libérée du joug de toutes les exploitations. Cette société, enfin libre:

- Mettra fin à la domination de l'État institué comme horizon indispensable.

- Éradiquera l'hypocrisie de la « démocratie » et de son corollaire « le vote », qui consistent à démunir le citoyen de tout pouvoir sur sa propre vie pour le concentrer dans les mains de ses représentants.

- Permettra de mettre en œuvre une organisation de la société faite pour l'homme et par l'homme qui lui procurera le contrôle absolu. J.

Emma Goldman



Propos d'une étonnante actualité

NÉE EN RUSSIE, mais ayant émigré aux États-Unis en 1885, l'anarchiste et féministe Emma Goldman a participé activement à une campagne contre la conscription lors de la Première Guerre mondiale. Elle organisa des manifestations contre la guerre, distribua quelques-uns des 100 000 exemplaires d'un manifeste contre la conscription et fonda la Ligue anticconscription, dont les bureaux furent visités par la police. Emma Goldman est alors arrêtée et déferée devant un jury pour complot. Dans son plaidoyer de défense, un passage frappe par son actualité:

« J'ai connu plusieurs personnes – et je suis l'une d'elles – qui ne sont pas nées ici, et qui n'ont pas demandé la citoyenneté américaine, mais qui aiment pourtant l'Amérique avec une passion plus profonde et une intensité plus grande que plusieurs natifs dont le patriotisme se manifeste en poussant, frappant et insultant ceux et celles qui ne se lèvent pas quand retenti l'hymne national. Notre patriotisme est celui d'un homme qui aime une femme en gardant les yeux ouverts. Il est enchanté par sa beauté, mais il voit ses défauts. Donc, nous aussi connaissons l'Amérique et nous aimons sa beauté, ses forêts, son Niagara et ses déserts. Et, par-dessus tout, nous aimons ses gens qui ont produit sa richesse, ses artistes qui ont créé de la beauté, ses grands apôtres qui rêvent et travaillent pour la liberté. Mais avec la même émotion passionnée, nous

haïssons sa superficialité, son hypocrisie, sa corruption, sa vénération démente et sans scrupule à l'autel du Veau d'or.

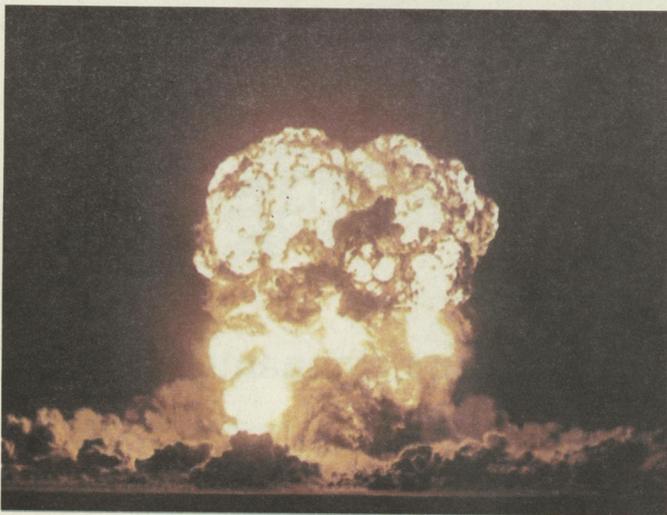
Nous disons que si l'Amérique s'est engagée dans la guerre pour rendre le monde plus sûr pour la démocratie, elle doit premièrement sécuriser la démocratie en Amérique. Comment sinon le monde pourrait-il prendre l'Amérique au sérieux, quand la démocratie y est quotidiennement bafouée, la liberté d'expression supprimée, des rassemblements calmes dispersés par des brigands en uniforme, dominateurs et brutaux, la presse libre encadrée et toute opinion indépendante bâillonnée. En vérité, pauvres comme nous le sommes en ce qui regarde notre démocratie, comment pourrions-nous offrir la démocratie au monde? Nous disons de plus qu'une démocratie conçue par la servitude militaire des masses, par leur asservissement économique, et se nourrissant de leurs larmes et de leur sang, n'a rien d'une démocratie. C'est du despotisme – le résultat conséquent d'un enchaînement d'abus – que, selon un document dange-reux, la Déclaration d'indépendance [des États-Unis], le peuple a le droit de renverser. »

Le jury a reconnu Emma Goldman coupable. Elle fut condamnée à 10 000 \$ d'amende, et à deux ans de prison.

Francis Dupuis-Déri

Nucléaire

L'avenir radieux du monde



LE PRÉSIDENT brésilien Lula et son gouvernement ont opté pour une relance des projets à l'énergie atomique. C'est ainsi que le Brésil sera prochainement affligé d'une nouvelle tranche (la troisième) de réacteur sur le site de Angra sur le littoral de Rio de Janeiro, de la première usine brésilienne d'enrichissement d'uranium (étape nécessaire avant exploitation dans les réacteurs nucléaires) à Resende, et d'un sous-marin nucléaire.

L'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique, sous contrôle de l'ONU) a donné son feu vert pour l'usine de Resende, mais les gouvernants brésiliens sont déjà très engagés sur cette filière.

Le gouvernement Lula n'a pas hésité à affirmer que les projets civils n'avaient rien à voir avec les finalités militaires; c'est à se demander si le sous-marin en projet fonctionnera au soja transgénique argentin et si les missiles ne seront pas remplacés par des fléchettes en caoutchouc!

Il est à noter que les gouvernements brésiliens précédents avaient bien de la peine à trouver de l'argent pour les services publics. La facilité avec laquelle Lula a trouvé les financements colossaux pour relancer le programme nucléaire brésilien est consternant. Nous sommes loin de la réforme agraire, autrement

plus urgente au pays des « sans terres » qu'un sous-marin nucléaire...

L'énergie produite par Angra 1 et 2 ne fournit le pays qu'à hauteur de 2 % de l'énergie produite au Brésil, et les accidents connus les plus graves ont laissé des traces. En septembre 1987, l'ouverture accidentelle d'une capsule de césium 137 tue quatre personnes et en contamine 249.

Trois autres personnes mourront de leurs blessures. En juillet 1997, le réacteur atomique Angra 1 subit un problème comparable à ce qui s'est passé à Three Miles Island (États-Unis, 1979); cet incident aux États-Unis avait entraîné l'évacuation de la population puis la fermeture de la centrale suite à des défauts de refroidissement du réacteur. En octobre 1997, le physicien Luiz Pinguelli avertit que des failles à Angra 1 laissent passer des pollutions radioactives depuis longtemps et que les niveaux de radioactivité progressent de façon critique.

En Argentine, où un mouvement important s'est manifesté dans les années 1980 pour protester contre l'implantation d'installations atomiques, l'actualité est aussi inquiétante. Le 17 décembre, alors que le président argentin Kirchner pérorait lors de la 10^e conférence sur le climat organisée par l'ONU, les sénateurs

argentins ont voté un accord pour que leur pays accueille des déchets nucléaires en provenance de l'Australie. Quelque trois cents associations diverses, des piqueteros aux associations environnementales, ont protesté contre cet accord commercial qui serait par ailleurs une violation de l'article 41 de la Constitution argentine. C'est l'entreprise atomique INVAP (Investigaciones Aplicadas) située à San Carlos de Bariloche, qui a vendu un réacteur de recherche à l'Australie et qui s'était engagée à accueillir les déchets pour les traiter. Il faut dire que cette ville argentine, située non loin de Buenos Aires, compte déjà un centre de recherche et de stockage, et un centre atomique. La population se mobilise contre cette traîtrise institutionnelle.

En Australie du sud, justement, des femmes Aborigènes de Kupa Piti (Cooper Pedy, en anglais), en lutte depuis des années contre un projet de décharge de déchets nucléaires dans leur désert, ont fait renoncer le gouvernement Howard. Ce groupe de femmes se situe dans un mouvement de protestation qui s'est donné pour objectif de rappeler à l'opinion internationale que l'Angleterre a réalisé ses premiers essais de bombe nucléaire à Maralinga et à Emu Fields, dans le Grand désert de Victoria, en Australie du sud, entre octobre 1953 et 1957. Des Aborigènes furent directement victimes de ces essais monstrueux, sans oublier les déplacements de population, puis les retombées environnementales subies par des êtres humains qui vivent de ce qui les entoure. Leur vécu autant que leur victoire doivent servir les opposants aux projets nucléaires, civils et militaires, d'ici et d'ailleurs.

Daniel

Grèves de Chine

Pierre Sommermeyer

Une histoire de chaussures

Timberland ou Clark, vous connaissez? Ces chaussures et bien d'autres sont produites dans une entreprise du sud de la Chine, à Donguang, dans la province du Guangdong. Cette usine porte le doux nom de Stella. En avril dernier, il y eut des affrontements nocturnes au cours d'une manifestation où un millier d'employés de cette usine avait fait l'affront de réclamer le paiement de six semaines de travail.

Cinq d'entre eux ont été arrêtés et condamnés pour émeute. Ils auraient causé pour 150 000 yuans (15 000 euros) de dégâts dans l'usine. Ces employés de ce qu'il convient d'appeler des « sweatshops » (usines à sueur) sont des jeunes dont l'aîné a 21 ans et le cadet 16. Leur peine? Jusqu'à trois ans et demi de prison! Ils font partie de ceux que l'on appelle les travailleurs migrants de l'intérieur. Il est bon de rappeler que les officiels chiffrent de 90 à 100 millions cette population flottante.

Le salaire de base dans cette usine de chaussures est de 30 centimes de l'heure. Si l'on tient compte des 30 heures supplémentaires mensuelles, un ouvrier doit gagner globalement 80 euros par mois.

Aux dernières nouvelles transmises par le site China Labour Watch, les ouvriers arrêtés et condamnés ont été libérés le 1^{er} janvier. Il semblerait que cette soudaine clémence soit due aux efforts tant des groupes de pression internationaux, de la presse, que des démarches des multinationales mises en cause en vue d'apaiser le climat social dans l'entreprise. Il est probable que dans le cas de ces dernières, les groupes de pression de consommateurs américains soient pour quelque chose dans leur démarche: menace de boycott ou de contre-publicité.

Dans le textile

Dans le Shaanxi, une province centrale, une grève a été déclenchée le 14 septembre 2004 dans une usine textile, où sont employées essentiellement des femmes. Elle a duré sept semaines. L'entreprise en question appartenait à l'État avant de passer sous contrôle privé. Les nouveaux propriétaires, établis à Hongkong,

Londres et New York, veulent revenir sur les termes des contrats salariaux précédant leur arrivée.

Le site internet China Labour Bulletin rapporte que des banderoles installées autour de l'usine portent des slogans tels que: « Nous voulons survivre » ou « Rendez-nous l'argent pour lequel nous avons travaillé ».

Devant la porte de l'usine, un groupe de plus de deux cents grévistes campe 24 heures sur 24 pour contrôler les entrées et sorties.

En fait, le plan des nouveaux patrons est de licencier tout le monde avec une prime d'ancienneté équivalant à un mois par année de présence et de réembaucher sur de nouvelles bases et sans ancienneté avec, cerise sur le gâteau, une période d'essai de six mois. On comprend dans ce cas l'intérêt de notre Medef national pour ce genre d'exemple.

La force publique, un millier de policiers armés de canons à eau, est intervenue le 18 septembre mais a été forcée de reculer devant la résistance des ouvrières, sans avoir pu utiliser ses armes. Le pouvoir civil qui semblait frappé d'atonie est vite revenu à sa pratique du bâton. Des militants syndicalistes, une vingtaine, ont été détenus par la police une quinzaine de jours du fait de leur implication dans la grève. On ne connaît pas les raisons légales. D'autres sont recherchés et sont invités à se rendre sous peine de poursuite pour délits criminels.

Le 20 octobre, alors que l'ordre du gouvernement de faire un black-out sur ce qui se passait dans l'usine courait toujours, des envoyés officiels font irruption à la télévision locale afin de mettre en demeure publiquement les ouvriers de cesser leur grève. Quelques jours auparavant, des journalistes chinois avaient été arrêtés et leurs films confisqués.

Dans le même temps, des négociations ont été entreprises, usant de la carotte et du bâton, les nouveaux patrons sont arrivés à leur fin. Il semblerait que l'accord se soit porté sur deux des revendications des grévistes: la période d'essai serait annulée et les ouvriers seraient réembauchés dans les mêmes conditions qu'avant. Mais les nouveaux patrons



refusent de verser une prime d'indemnisation pour le transfert du statut d'entreprise publique à entreprise privée.

Il semblerait que ce soit la première fois qu'une grève de cette ampleur ait lieu dans ce secteur d'activité, tant par le nombre des grévistes que par sa durée.

Toujours d'après le China Labour Bulletin, ce qui a poussé les autorités locales, à la fois, à la négociation et à la répression, a été la peur que les ouvriers mettent sur pied une section syndicale d'entreprise qu'ils auraient fait adhérer au syndicat ACFTU (All China Federation of Trade Union) comme la loi sur les syndicats votée en 2001 les y autorise. Les pouvoirs publics locaux ont donc fait courir le bruit que ce syndicat avait déjà fait les démarches nécessaires à cette création, préférant que les choses aillent plutôt du haut vers le bas. Mais, dans la réalité, rien n'a été fait, et l'envie de créer une section syndicale reste forte parmi les ouvriers, ou plutôt les ouvrières puisque la plupart sont des femmes.

Dans l'électronique

Le New York Times du 16 décembre raconte que la production s'est arrêtée dans l'usine qui fournit Wall-Mart en téléphones mobiles. Le personnel, essentiellement des jeunes femmes, est au nombre de 12 000, et vient essentiellement des provinces de l'intérieur. Avant de se mettre en grève, elles ont rédigé une liste de revendications: refus des bas salaires, conditions de travail éprouvantes, etc. Elles ont déclaré qu'elles devaient travailler 11 heures par jour, dont trois heures supplémentaires pour 48 euros par mois, et que la moitié de leur salaire était retenu pour payer leur frais de séjour dans les dortoirs de l'usine.

Selon certaines sources, la grève s'est arrêtée après qu'un certain nombre de contrats n'ont pas été renouvelés. Joli euphémisme pour ne pas dire qu'il y a eu licenciement sec.

Une émeute

Selon Radio France internationale, un affrontement a eu lieu, le 24 décembre 2004 dans la ville de Dongguan, dans le delta de la rivière des Perles près de Hongkong. Il a mis aux prises la police et des travailleurs migrants évalués à plus de cinquante mille personnes. L'origine de cet accès de colère serait dû au vol d'une mobylette par un jeune Chinois. Arrêté par la police, son passage à tabac suivi de sa mort ont mis le feu aux poudres. La victime était un travailleur migrant, originaire d'une province du centre de la Chine, le Hunan. Voilà ce que rapporte RFI: « La confrontation avec les forces de l'ordre a rapidement dégénéré lorsque des voitures de police ont été incendiées. Selon les témoins interrogés par l'Apple Daily, un tabloïd hongkongais, les policiers auraient violemment frappé plusieurs manifestants notamment ceux aux allures de "mingongs", c'est-à-dire littéralement des "paysans ouvriers" ». Selon la presse de Hongkong il y aurait eu quatre morts et une centaine de blessés.

Les retraités aussi

En Mongolie intérieure, au nord-ouest de la Chine, des retraités se réunissent régulièrement, depuis le 2 novembre, devant les sièges du gouvernement local et du parti pour demander que les pouvoirs locaux appliquent la nouvelle politique décidée à Pékin en ce qui concerne les retraites. Ils accusent aussi leurs anciennes entreprises de ne pas payer leurs retraites. Une retraitée disait ne recevoir que 400 yuans (40 euros) au lieu des 600 auxquels elle a droit. Une employée du Bureau des retraites dit que cela concerne environ 10 000 personnes. D'après une autre source, il semblerait que les manifestants aient été au nombre de 3 à 4 000.

D'après d'autres sources, dans la province d'Anhui, des retraités ont manifesté pour demander une augmentation de leur retraite. Ils étaient plus de 10 000. Cela aurait effrayé les autorités centrales qui seraient intervenues pour qu'une augmentation de 60 yuans soit accordée. Ce qui n'a pas satisfait les manifestants qui demandaient l'alignement de leurs pensions sur celles des fonctionnaires.

Le syndicalisme en Chine

Il n'y a qu'un seul syndicat dans l'Empire du milieu, c'est l'ACFTU, mentionné plus haut. C'est une structure bureaucratique, dirigée d'en haut par le parti. Jusque-là rien de neuf. Il semble que les choses soient tout doucement en train de changer. Pas dans la structure du syndicat, ni dans sa direction, évidemment, mais dans ce qui est en jeu aujourd'hui dans ce pays, c'est-à-dire la maîtrise par le pouvoir des investissements extérieurs. D'après le directeur de China Labour Watch, M. Han Dongfang, les journaux gouvernementaux appellent depuis plusieurs mois les entreprises étrangères à respecter le droit légal des ouvriers de créer des sections syndicales.

Il semble qu'il y ait un effort pour installer dans les usines sous contrôle étranger des sections syndicales afin de ne pas laisser les patrons étrangers en tête-à-tête avec les ouvriers chinois. C'est un moyen de contrôle par la bande, afin de réguler les tensions que ne manque pas de créer l'exploitation effrénée de la main-d'œuvre. Tant que cette exploitation était exercée par des organismes locaux, l'État le plus souvent, le syndicat était absent ou purement virtuel; maintenant que les étrangers sont de plus en plus présents, le syndicat doit cesser de jouer un rôle de figuration. On peut voir dans ce phénomène une dimension xénophobe, mais nous savons bien qu'il est toujours dangereux de donner un peu de mou à la laisse qui tient les ouvriers.

Aux dernières nouvelles, des résistances se font jour face à ce processus. Trois entreprises étrangères et non des moindres, Wal-Mart (concurrent américain de Carrefour), Kodak et Samsung ont nié avoir empêché la création de sections syndicales dans leurs établissements chinois. Respectueux des textes de lois, ils ont simplement déclaré que pas un



employé de leur entreprise n'a réclamé la création d'une telle structure (Financial Times du 5 janvier 2005).

Ce que contredisent les témoignages collectés par le journaliste du New York Times à l'occasion de la grève dans l'usine de téléphones mobiles rapportée plus haut: des ouvrières ont déclaré qu'elles ne savaient pas très bien ce qu'était un syndicat, mais qu'elles avaient besoin de quelqu'un pour plaider leur cause, que l'absence de syndicat ne pouvait qu'encourager l'entreprise à les maltraiter.

De son côté, le syndicat officiel se plaint des nombreux obstacles qu'il trouve à s'implanter dans les entreprises étrangères. En aparté, des cadres étrangers regrettent cette position car elle laisse la place à des irruptions sociales qui risqueraient, plus violentes, d'être incontrôlables. C'est bien ce qui vient de se passer selon les agences de presse à Dongguan.

La main-d'œuvre

Si l'on se réfère aux discours des économistes et industriels de la sphère euro-américaine, la main-d'œuvre chinoise est nombreuse, donc pas chère. Ce sont les lois du marché!

Il semble que cela aussi soit en train de changer. Le Financial Times du 3 novembre 2004 a publié une page entière sur ce problème. Selon le quotidien, on se dirige dans ce pays peu reconnaissant vers un manque de main-d'œuvre, ce qui entraînerait une hausse de salaire, donc un renchérissement de la production.

Fait nouveau, des entreprises, comme celle qui produit les polos Ralph Lauren, ont créé dans les provinces de l'intérieur des centres de formation pour avoir de la main-d'œuvre qualifiée.

Les premières années de cette industrialisation à marche forcée, les ouvriers venaient de la campagne, et y renvoyaient le peu qu'ils gagnaient afin d'aider leurs proches à survivre. Ces deux dernières années, il semble que le revenu des paysans ait augmenté et que la différence d'avec le salaire des migrants se réduit sensiblement. Cette évolution, jointe à la réticence des ouvriers vis-à-vis des conditions de travail, a pour conséquence une chute de l'émigration intérieure et un développement industriel et commercial des villes qui jusqu'alors n'étaient que des centres administratifs.

L'appétit de l'économie chinoise

Sommes-nous face à un nouveau tigre impérialiste? Nous sommes en droit de nous poser la question. Interrogé, le voyageur européen de retour de cet immense pays est à la fois interloqué et subjugué. Dans le premier cas, il avait dans les yeux et le souvenir et la vision d'un pays communiste, vrai, avec des images du président Mao à tous les coins de rue. Aujourd'hui, sorti de la place Tien An Men, plus aucune marque extérieure du régime politique n'apparaît. Rien ne rappelle cette épopée sanglante qui enflamma les imaginaires des maoïstes européens. Mais partout



une activité débordante, on pourrait parler d'une agitation économique débridée. Partout cela creuse, construit, produit, vend. Partout des panneaux publicitaires géants décorent les villes de leurs taches de couleurs criardes. Il faut avoir accès aux réceptions officielles pour rencontrer ces apparatchiks en costume bleu sombre, tellement semblables aux nôtres, avec la même langue de bois et des ambitions démesurées de développement de leur fief.

C'est bien un maelström économique qui s'est mis en route en Chine, aspirant vers son centre tout ce qui est possible, au détriment du reste du monde. Fin novembre, les usines Nissan devaient s'arrêter de produire pendant cinq jours, pour cause de pénurie d'acier. Pour pallier cette situation, pour éviter de se voir désigné du doigt comme prédateur et contrairement à sa politique des derniers mois qui était de restreindre la production d'acier, le pouvoir chinois vient de décider de construire trois super aciéries afin d'acquiescer son indépendance en approvisionnement.

Les producteurs de pneus de voiture, alertés, craignent une rupture de stock dans le reste du monde, obligés qu'ils sont de fournir les voitures produites en Chine.

Pour lutter contre la pénurie d'électricité, le pouvoir chinois se lance dans la construction de centrales nucléaires d'un nouveau type.

Des pressions internationales, particulièrement américaines, s'exercent pour que la Chine réévalue sa monnaie qui est alignée sur le dollar, lui-même en chute libre par rapport à l'euro.

La Chine investit à l'Ouest. On estime à trente milliards de dollars le montant de ses achats d'entreprises occidentales, comme ce fut le cas avec IBM et sa division PC.

Ces derniers jours, la principale entreprise chinoise pétrolière, China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), a lancé une OPA de 13 milliards de dollars sur Unocal, une entreprise américaine productrice de gaz et de pétrole.

Pour conclure

L'explosion économique de ce pays, l'augmentation du niveau de vie moyen ne peut que s'accompagner d'un accroissement des luttes de classe.

Les conflits sociaux vont gagner en nombre, et probablement déborder sur des conflits de société, la situation écologique de ce pays prenant la pente inverse de son développement économique. Mais, de fait, il faut constater que le centre de gravité mondial a changé de place. Il est dans cet empire qui aujourd'hui mérite bien son nom, l'Empire du milieu. P. S.

Tierra y Libertad

C'EST EN 1888 qu'un journal anarchiste intitulé *Tierra y libertad* fut édité pour la première fois en Espagne. Son nom fut repris du mouvement populiste russe homonyme. Cette parution quinzomadaire se maintint un an. Dix ans plus tard, un journal du même nom réapparut sous la forme d'un supplément de la *Revista Blanca* et devint hebdomadaire deux ans plus tard. Il fut quotidien durant le deuxième semestre de 1903. La dictature de Primo de Rivera le supprima en 1923 avec le reste de la presse libertaire. En 1930, il réapparut comme hebdomadaire, édité par la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et devint quotidien au cours de la Révolution espagnole (1936-1939).

Après la victoire fasciste, il continue à être édité, clandestinement, sans périodicité fixe, servant de véhicule d'espoir pour le mouvement libertaire. Parallèlement, les exilés anarchistes espagnols au Mexique publient un périodique mensuel avec le même titre. En Espagne, en 1977, la réorganisation du mouvement libertaire qui suit la mort de Franco décide les groupes de la FAI à éditer *Tierra y Libertad* tous les mois. Ce journal mensuel est donc le doyen de la presse libertaire en langue castillane et une des plus anciennes du monde.

« Aujourd'hui, le journal n'est pas le porte-parole de la FAI, mais est édité par la FAI, et ce n'est pas un jeu de mots », nous précise Alfredo, en charge de la recherche de textes au comité de rédaction.

« Voilà onze ans, la FAI a décidé de transformer le journal en un journal anarchiste, et plus en porte-parole de l'organisation. Ce qui signifie que ce qui est publié l'est sous la responsabilité de celui qui signe les articles, et c'est pourquoi tous les articles sont signés et qu'il n'y a pas d'éditorial. »

En octobre 2000, le groupe Albatros de Madrid s'est proposé d'assurer la parution du mensuel. Après avoir été nommé à l'unanimité (requis pour toutes les décisions de la FAI, d'ailleurs), le groupe a constitué un comité de rédaction. Si c'est l'ensemble du groupe qui aide à la tenue et à la sortie du journal, de l'écriture d'articles à la mise sous pli, trois personnes ont des charges particulières : une s'occupe de la partie graphique et de l'entretien du site internet, une autre de l'administration et

enfin une dernière des textes. Pour la FAI, c'est l'ensemble du groupe qui est responsable de l'édition du journal. Le groupe Albatros a donc le pouvoir d'accepter ou de refuser un article. Dans ce dernier cas, l'article sera publié en interne, avec un texte pour expliquer le refus, en tout cas si l'article a été écrit par un groupe ou un membre de la fédération. En cas de désaccord, c'est la fédération qui tranchera.

Comme tout journal militant, *Tierra y Libertad* peine à trouver des collaborateurs pour écrire des articles. Le groupe Albatros a décidé de mettre la barre assez haut quant à la qualité et entend proposer un journal de débat, d'analyse et d'information afin de ne pas répéter des erreurs passées. Il arrive d'ailleurs fréquemment que les hebdomadaires *Umanita Nova* (FA Italienne) et *le Monde libertaire* fournissent matière à traduction pour le groupe Albatros.

En ce qui concerne la diffusion, ce sont mille exemplaires par mois qui sont édités, exception faite des numéros spéciaux (contre la religion, sur l'histoire de la FAI, les congrès anarchistes internationaux, l'internationale) qui tirent à 1 500 exemplaires. La diffusion se fait dans toute l'Espagne par le moyen de points de vente que les groupes anarchistes proposent dans les rues, à travers les syndicats de la CNT et dans les entreprises. La majorité des diffuseurs n'appartiennent pas à la FAI. Et trois cents abonnés sont servis directement à domicile. L'augmentation de la diffusion amène à se poser la question d'augmenter le tirage. La page internet, visitée en moyenne par trois mille personnes par mois, sert à augmenter les abonnements et surtout la diffusion. Grâce à internet, le journal rayonne sur tous les pays de langue castillane.

D'un format 21x29,7 et d'une pagination de seize pages en deux couleurs (rouge et... noire), le mensuel est vendu 1 euro. Il comporte une page de brèves, et publie surtout des articles de fond.

On peut consulter le journal sur internet à : <http://www.nodo50.org/tierraylibertad>

L'adresse du journal : A. González, Apartado 7056 de Madrid 28080, Espagne

Berlin

Vers un parc à thèmes urbain ?

À Berlin, si l'on en croit la rumeur qui court dans les gazettes ou les rubriques architecturales, une « révolution urbaine » se serait achevée en même temps que le siècle et le millénaire précédents auraient pris fin. Comme toute révolution digne de ce nom, celle-ci a fait du passé table rase. Reste à savoir de quel avenir ce que l'on a édifié pour le remplacer est l'anticipation.

Jean-Pierre Garnier

S

SUR LA POSTDAMER PLATZ se dresse une accumulation imposante d'immeubles dessinés par des architectes renommés pour des firmes qui ne le sont pas moins. Pour ce faire, l'immense terrain vide laissé par la guerre, chaude puis froide, avait été divisée en « quartiers » répartis entre quelques grands conglomérats et labellisés de leurs noms respectifs. Il ne resta plus, ensuite, à chaque bénéficiaire qu'à trouver la « signature » architecturale apte à placer sous le signe de la « renaissance urbaine » ce qui n'est, après tout, que la mainmise du secteur privé sur un morceau de choix de la ville « libérée ». À l'italien Renzo Piano incombait ainsi l'aménagement de la portion échue à Daimler-Benz. « Une cathédrale de l'esprit d'entreprise », s'exclamera, sous la forme d'un gros titre, le tenant de la rubrique architecturale du Monde, tombé en pamoison lors de l'inauguration en grandes pompes du siège social de Debis, la filiale financière et immobilière de la firme. L'Américain d'origine bavaroise Helmut Jahn prendra en charge la partie attribuée à Sony, baptisée – pourquoi se gêner ! – Sony Center. À l'Espagnol José Rafael Moneo reviendra la construction du grand hôtel Hyatt, auquel sera accolé un immeuble de bureaux. Et l'on pourrait compléter la liste.

Cet amoncellement bâti était censé préfigurer l'« image de la métropole du XXI^e siècle ». Une image à l'image, si l'on peut dire, de ce que l'on a déjà vu. Le siècle qui vient de commencer n'est-il pas voué à n'être que la prolongation infinie de la fin de celui qui s'est achevé ? « On a pris les plus grands noms qui ont déposé leur œuvre la plus ratée à Berlin », plaisaient certains habitants désabusés qui attendaient autre chose de la « renaissance urbaine » de leur ville. De fait, le « cœur » de la nouvelle capitale de la RFA constitue l'exemple parfait du « non lieu ». D'un lieu où l'histoire de la ville, en général, et celle du

quartier, en particulier, ont été totalement gommées. Comme si les bombardements des Alliés n'avaient pas suffi !

« Berlin couvre de marques, Sony, Daimler, comme un blouson griffé ou une paire de baskets, les lieux où se firent le pouvoir nazi et l'histoire du siècle. » Même s'il eût été plus habile d'écrire que c'est Berlin que l'on « couvre », c'est-à-dire qui subit et non qui agit, ce titre de Libération résume assez bien la signification du processus en cours, lequel n'épargne d'ailleurs aucune métropole à vocation « globale », comme en témoigne la métamorphose récente des nouvelles venues sur le marché des « villes mondiales », Shangai et Pékin. Conformément à la devise d'un « communisme » honni, les nouveaux maîtres du monde ont fait, à Berlin comme ailleurs – songeons aussi au Bruxelles de l'eurocratie ! – du passé « table rase ». Mais l'avenir n'est pas mieux traité.

Dans la capitale allemande, la centralité urbaine léguée par les régimes précédents avait été malmenée, mais elle subsistait à l'état de traces, au moins dans les mémoires. Quelques années ont néanmoins suffi pour l'ensevelir et la recouvrir, au profit d'une autre qui symbolise à merveille – même s'il n'y a pas lieu de s'émerveiller – le « monde nouveau » érigé sur les décombres du Mur de la honte. Ni germanique ni même européen, le « centre d'affaires » monumental de la Postdamer Platz aurait tout aussi bien pu surgir dans n'importe quelle autre de ces capitales « délocalisées » – c'est-à-dire ayant peu ou prou coupé tout lien avec l'historicité du lieu – du capital mondialisé, que l'on dénomme « villes globales ».

On ne s'étonnera pas, dès lors, que les discussions, longues et enflammées, sur le sort à réserver au disgracieux Palais de la République, hérité de la défunte RDA, aient fini par accou-





cher d'un « compromis » symptomatique de l'impasse où se trouve durablement engagée la monumentalité contemporaine. Gavés d'innovations architecturales sans autre signification que la glorification de leurs auteurs et, surtout, de leurs promoteurs, les vieux Berlinoises ont fait pression sur leurs représentants à la mairie et au Bundestag pour que réapparaisse au bout de la perspective d'Unten den Linden la silhouette du château des Hohenzollern. Endommagé par les bombardements, il avait été rasé dans le cadre de la construction d'une Allemagne « socialiste ». En lieu et place du « Ballast der Republik » (le poids de la République), surnom dont on affublait la bâtisse édifiée par la bureaucratie est-allemande, s'élèvera donc une copie de l'ancien château. Mais une copie partielle seulement, puisque les trois façades baroques qui seront édifiées serviront d'habillage à un musée et à un « forum culturel ». Autrement dit, un collage véritablement post-moderne mariant une disneylandisation à la prussienne et un « Kulturkampf » démocratisé.

« Berlin espère ainsi enrichir son cœur historique d'une nouvelle attraction », concluait un journaliste.¹ On ne saurait mieux dire! Bien que Berlin, pas plus que toute autre métropole du « capitalisme mondialisé », ne saurait rivaliser avec ce modèle indépassable de l'urbanité post-historique qu'est Las Vegas, il est de plus en plus évident que la capitale de l'Allemagne réunifiée est en passe de se convertir en un gigantesque parc à thèmes. Orgies musicales et psychédéliciques du Sony Center, salles Imax-Omnimax et le casino du complexe Debi, coupole de verre translucide du Reichstag rénové rendue « accessible au public » pour permettre, selon l'architecte Norman Foster, à tout un chacun de se convaincre de visu de la « transparence » démocratique de l'Allemagne réunifiée, kyrielle de lieux d'expositions, neufs ou réaménagés, dont un musée juif très contesté

où, selon la plaquette de présentation, « 2000 ans (sic) d'histoire juive allemande » sont évoqués sous la forme d'« un show distrayant (re-sic) pour toute la famille » – ce qui explique, sans doute, l'éviction de Marx et de Rosa Luxemburg qui, selon la conservatrice du musée, « ne cadraient pas »² –, sans compter bien d'autres « attractions » dont le nombre ne cesse de croître mois après mois. Qu'ils soient habitants de la ville ou venus de l'extérieur, les « visiteurs » auront donc le choix.

Dans un ouvrage récent, un géographe français se joignait à la déploration en vogue dans certains milieux intellectuels d'outre-Rhin, où l'on avait attendu de la réunification de Berlin qu'elle donne à la ville un « second souffle ».³ Une attente déçue mais, à vrai dire, quelque peu naïve. Laissons de côté le rendez-vous manqué entre Osis et Wessis, pourtant prévisible, une fois dissipée la chaleur éphémère des jours de retrouvailles. Car il fallait être passablement grisé par l'« air de liberté » nouveau qui flottait sur Berlin au lendemain de la chute du Mur, pour ne pas deviner à qui cette liberté retrouvée allait réellement profiter.

Le Berlin des hippies, des punks, des écolo-pacifistes et autres réfractaires au « miracle économique » a pu longtemps apparaître comme un « espace de liberté », moins, d'ailleurs, vis-à-vis de la RDA caporalisée, qu'au regard d'une RFA confite en dévotions consuméristes. Point n'était besoin, alors, de monumentaliser l'espace urbain de cette ville ouverte et tolérante pour refonder son identité et sa destinée. Elles les avaient déjà trouvées en tant que lieu d'accueil de pratiques sociales considérées ailleurs comme « déviantes ». Mais les acteurs de la « scène » alternative berlinoise auraient dû se rappeler que l'« économie de marché », dont la chute du Mur consacrait le triomphe définitif, ne supporte pas l'altérité... sauf si elle fait vendre.

Squatter les friches urbaines de Berlin pour les transformer en terrains d'expérimen-

tation d'une « société différente » n'avait été possible que pour autant que la classe dirigeante allemande ne s'intéressait guère à cette ville excentrée et encerclée, sinon comme épine fichée dans la patte de l'ours soviétique. Berlin « libéré », ce fut une tout autre affaire, et, même, une bonne affaire pour certains. Les « alternatifs » s'aperçurent, pour la plupart à leurs dépens, que ce qui avait été libéré, c'étaient avant tout les forces du marché. Tandis que les derniers terrains vagues disparaissent, engloutis par la boulimie immobilière évoquée plus haut, la bohème post-soixante-huitarde se voit peu à peu délogée par les « bobos » d'outre-Rhin qui, comme sous d'autres cieux, raffolent des quartiers populaires qu'ils s'empressent de « gentrifier ». L'empetit-bourgeoisement de Prenzlauer Berg, par exemple, ne fait que reproduire ce qui s'est passé dans le quartier de Soho à New York ou de Notting Hill à Londres, pour ne rien dire de la purification socio-ethnique en cours, sous couvert de « requalification urbaine », dans l'est parisien.

Espérer, dans ces conditions, que la capitale allemande « retrouverait un peu de cette âme cosmopolite, frondeuse, à la fois populaire et intello qui fit sa gloire dans les années 30 »⁴ – en comptant court: la dictature nazie s'est installée en 1933! –, ce n'est pas seulement verser dans une nostalgie hors de propos, mais se tromper carrément d'époque. Que Berlin soit en passe de devenir une simple « vitrine », où « les stars et les paillettes l'emportent sur le contenu »⁵, ne saurait étonner, même si l'on peut s'en affliger. Car c'est là le sort commun réservé à toutes les métropoles que l'on cherche à « positionner » en bonne place dans le processus de mondialisation du capital. Autant dire que leur « contenu » ne peut être autre que celui qui contribue à ce positionnement.

Aussi est-ce se méprendre complètement que de voir dans « une capitale aseptisée, occidentalisée, mercantilisée », la preuve irréfutable de l'échec de l'Allemagne à se réunifier. Il faut, au contraire, déceler dans cette normalisation la confirmation d'une indéniable réussite. À condition, toutefois, de délaisser les approches culturalistes pour reconnaître, en bon matérialiste, la réunification pour ce qu'elle fut: une étape indispensable dans la constitution du continent européen en un « marché unique ». Pour ne pas dire en hypermarché où « la ville », comme le reste, se vend autant qu'elle sert à vendre.

J.-P. G.

1. Le Monde, 5 novembre 1997.

2. Le Monde, 7-8 juillet, 2002.

3. Nadja Van Cauwenberghe, « Karl et Rosa privés d'histoire », Télérama, 6 mars 2002.

4. François Granon, « Berlin strass », Télérama, 25 septembre 2002.

5. Boris Grésillon, op. cit.

6. François Granon, art. cit.

Kiosque Clément

10, place Gambetta, 75020 Paris

Propos recueillis
par Heike Hurst



Pascal Clément et un « copain ».

Mon kiosque monte la garde face à la fontaine de la place Gambetta : on tombe carrément dedans en sortant de la bouche de métro, sortie Gambetta. Pascal Clément, on le voit de loin, grand, mince, l'œil vif, bonnet jusqu'aux yeux, froid oblige. Il domine franchement son comptoir. Alors que Michèle, petite femme pleine d'énergie, incolable sur les rues et les lieux où se trouvent les services indispensables du quartier, sourit et commente avec ferveur le comportement pas toujours modèle de ses clients. Quand on les voit tous les deux s'agiter derrière le comptoir, c'est que Pascal lance à voix haute des nombres alors que Michèle, stylo et feuilles à la main, pointe les invendus.

Le kiosque a été récemment changé pour un prototype. À cette occasion, on s'est assez longuement parlé. Ils m'ont fait visiter l'espace exigu (largeur 50-60 cm) derrière le comptoir, sorte de « boyau » comportant l'équipement de survie : la thermos café, le repas de midi, un seau de « commodités »...

Pascal est volubile, avenant, « oui ma copine », dit-il aux femmes qui lui plaisent bien. « Elle est formidable, Françoise ! Regardez, elle achète tous les matins deux quotidiens ! Merci, ma copine ! » et la copine déclare, avec la moue de quelqu'un de dégoûté : « Je préfère ça aux journaux gratuits ».

Le kiosque est ouvert tous les jours de 5 h 15 à 19 h 30 : quand ils sont arrivés dans le quartier, il était ouvert jusqu'à 20 heures. Comment se passe une journée de travail ? Présents à 5 h 15 tous les matins – sauf le dimanche – ils se relaient dans leur kiosque à partir de 9 heures. Lui – grand blagueur qui crée une bonne ambiance, faisant de tous ses clients des copains et des copines : « Dans le quartier tout le monde est sympa » ; elle, sérieuse, mais riant volontiers et n'oubliant jamais de vous garder un journal quand on le lui demande.

Heike Hurst

Heike Hurst : Comment se présente une journée de travail pour vous ?

Pascal Clément : ouverture à 5 h 15, avec beaucoup de marchandise, de papier, de magazines, un travail considérable : à savoir, manipulation gratuite pour les éditeurs qui n'ont pas de scrupules à nous mettre des marchandises avec beaucoup de publicités à l'intérieur. Je n'ai pas le droit de nommer les personnes... bref, énormément de poids qui n'est pas rémunéré...

Heike Hurst : Combien de journaux, de magazines, etc. manipulez-vous ?

Pascal Clément : Approximativement une trentaine de colis de 5 à 6 kg chacun. Mais on manipule surtout de l'exagération quantitative, c'est-à-dire que si on vend un produit à 4 ou 5 exemplaires, on en reçoit 10, 12 ou 15 !

Heike Hurst : À quelle heure avez-vous fini la mise en place ?

Pascal Clément : On finit à 9 heures, car quand on arrive à 5 h 15 pour installer, il n'y a personne, alors ça va. Mais il y a la clientèle à respecter, celui qui parle de son chat, celui qui cherche sa monnaie... c'est répétitif, c'est tous les jours comme ça. Mais le plus gros problème de la presse, c'est le quantitatif : le volume de la profession, le volume de papier que nous manipulons, et que nous payons aussi.

Heike Hurst : Devant moi, je vois une pile d'Inrock avec un CD exclusif, sous cellophane. C'est épais, tout ça !

Pascal Clément : Justement, j'ai téléphoné tout à l'heure au monsieur des Inrock. Je lui ai demandé pourquoi je recevais ça. Ça représente 271 euros, et ils ne vont pas être vendus parce que je pars demain soir en vacances. Il m'a mis 19 produits à 12 euros. Pas de pub, pas de vente, mais je vais les garder 15 jours. C'est scandaleux !

Heike Hurst : N'étaient-ils pas prévenus que vous fermiez ?

Pascal Clément: Les messageries (NMPP) étaient prévues: moi, je suis leur client. Ils devraient se dire, tiens ce gars-là part en vacances, on ne va pas lui en mettre tant. Je ne comprends pas. C'est dommage, ils ne m'auraient mis que 5 exemplaires pour les deux jours, c'était largement suffisant; car il faut de la publicité au début, la vente se fait toujours au début.

Les présidents de la commission supérieure des messageries nous ont fait une promesse – ça je peux le dire, on a fait grève il y a dix jours (lundi 17 décembre) – que nous n'aurions plus de problèmes au niveau de l'arrivage des produits, au niveau du flux des marchandises! Ça fait huit ans qu'ils nous le promettent! Tout le monde veut s'en aller: faire 14 heures par jour pour gagner le Smig, ce n'est pas intéressant. Je ne parle pas pour moi, j'ai mon poste. Si la presse marchait si bien, il n'y aurait pas 70 kiosques à journaux fermés – sur les 360 environ qui existent à Paris. Regardez: les libraires ont un fonds de commerce, ce fonds de commerce a une valeur... il devrait avoir une valeur, or il n'en a plus parce qu'ils ne vendent pas. Soit ils ont la chance d'être revendus à un Chinois, à un Libanais, à ceux qui veulent faire autre chose, et qui ont de l'argent pour investir, soit ils ne l'ont pas et ils revendent à perte. C'est ce qui arrive à tous mes copains.

Heike Hurst: Depuis combien d'années faites-vous ce travail?

Pascal Clément: Ça fait 27 ans! Au début ma femme avait un autre travail. Mais elle s'y est mise. Les femmes sont très courageuses, car partout il y a des petits branleurs qui les emmerdent! Pas ici, on est tranquille, les gens

sont charmants, mais à Nation, à Oberkampf, à la Porte Dorée! Il y a des malades, des obsédés sexuels, des gens qui se masturbent...

Heike Hurst: Vous aviez décidé de changer de kiosque? Comment ça se passe?

Pascal Clément: J'ai attendu 24 ans pour avoir celui-là: c'est à l'ancienneté.

Heike Hurst: Est-ce que vous devez tout contrôler le matin?

Pascal Clément: Et comment! Il y a toujours des erreurs, et il faut qu'on soit en accord avec les NMPP. Ce matin, j'ai compté sept erreurs, c'est scandaleux. Nous, on ne nous tolère pas la moindre erreur, alors que tous les matins il y en a.

Voyez, j'ai la réputation d'être honnête, alors on me rembourse. Mais, de fait, il faut recompter tous les paquets complets, tous les appoints, c'est une question ordinaire, l'erreur est humaine... Ce qui est sûr, c'est que quelqu'un qui débute un kiosque aura du mal à se faire rembourser. Moi, on me connaît, donc on me croit...

Pour revenir à la journée: à 9 heures, donc, on a tout compté. Après, il faut rester debout, on ne peut pas s'asseoir, ce n'est pas concevable. On mange ici, on pisse dans une bouteille!

Heike Hurst: Le soir, je vous vois compter aussi, vous rendez les journaux?

Pascal Clément: Oui, on compte les invendus des quotidiens du matin. On fait aussi les quotidiens étrangers. On est bien contents de fermer le kiosque. Avant c'était à 20 heures, maintenant, j'estime que faire 5h 15-19h 30, c'est suffisant!

Il faut qu'on nous respecte. Par exemple, je veux augmenter le rayon encyclopédie, rien

à faire; en revanche, la presse de charme, de cul, je n'en veux pas, mais on m'en met quand même.

Ils ne nous respectent pas. Prenez un type, un éditeur qui crée un bouquin – la loi de 47 – n'importe qui avec 20 000 F, il met de la pub dedans et il gagne du fric alors qu'il n'a pas vendu un seul exemplaire!

Heike Hurst: Quels sont vos rapports avec les NMPP?

Pascal Clément: Pas terrible! On est les plus mal payés d'Europe! Avec nos 18,40 % brut, (on vend pour 1 000 euros, on a donc royalement gagné 90 euros, net!). On a 52 % de charges! Six mille francs par mois pour la majorité des kiosquiers, pour 14 heures de boulot! Qui en voudrait?

Heike Hurst: Vos revendications?

Pascal Clément: Qu'on nous respecte, qu'on nous écoute, qu'on nous donne moins de volume à manipuler, et qu'on nous paie mieux!

Heike Hurst: Comment conciliez-vous le travail avec la vie de famille, les enfants?

Michèle Clément: Mes enfants sont grands, je n'ai plus de soucis! (rires). Certes, il faut faire le ménage, les courses, la comptabilité...

Heike Hurst: Qu'est-ce qui vous plaît le plus?

Michèle Clément: Le contact avec la clientèle! Il y a des gens charmants. À Nation, il y avait des gens exécrables. Pas tous évidemment. Ce qui me touche, c'est l'incorrection de certaines personnes. Ceux qui ne disent ni bonjour ni merci.

Heike Hurst: Quelle serait votre revendication la plus pressante, la plus urgente à satisfaire?

Michèle Clément: Il y a beaucoup trop d'invendus, beaucoup trop de numéros 1 (une moyenne de quatre par jour, 3,5 très exactement!). Prenez par exemple les suppléments *Galeri* *Lafayette* qui ne nous rapportent rien du tout, mais qu'on est obligés de porter!

Je suis maintenant dans un kiosque nouveau modèle, c'est beaucoup mieux, mais un peu trop à l'étroit à l'arrière et on n'a toujours rien pour s'asseoir, et ni eau ni toilettes...

Heike Hurst: Au niveau du syndicat, votre mari s'implique beaucoup, qu'est-ce que vous demandez?

Michèle Clément: Il y a deux syndicats qui ne sont pas toujours d'accord. Le Syndicat national de la Librairie et de la Presse et le Syndicat des diffuseurs de Presse (CGT). Nous, on veut une révision de la commission: passer de 18,40 % brut à 25 %. De toute façon, on aura toujours les 52 % de charges ensuite.



Le petit Jésus en érection

COMMENT DIABLE un tableau chrétien peut-il montrer Jésus en érection? Il suffit d'aller au Louvre, dans la Grande Galerie, dédiée à la peinture italienne et donc à des foules d'Enfants Jésus. Ils sont représentés à divers degrés de nudité. Aucun toutefois ne se permet d'érection. Sauf celui de Giulio Romano. Dans son *Adoration des bergers*, étendu sur le dos, un Enfant Jésus riant montre son pénis. Bien qu'infantile, la verticalité de ce pénis ne laisse aucun doute quant à son caractère érectile.

Léo Steinberg résout l'énigme dans la *Sexualité du Christ dans l'art de la Renaissance et son refoulement moderne*.¹ La thèse du livre tenant en 135 pages fouillées, plus cent autres d'excursus, nous nous contenterons d'aperçus. Le tableau a été commandé pour orner la chapelle du Saint-Sang à Mantoue. Le centurion qui perça le flanc de Jésus avec la Sainte-Lance, s'y tient en tenue de combat, muni de sa lance et d'un reliquaire. Le reliquaire semble contenir trois cerises, il s'agit en réalité de la Sainte Éponge. La Sainte Lance a fait couler le sang de Jésus, et, dans ce tableau, ce sang a été recueilli dans la Sainte Éponge. Or Jésus versa son sang trois fois, cinq si l'on compte la flagellation et la couronne d'épines: lorsqu'on l'a crucifié, lorsqu'on lui a percé le côté droit et lorsqu'on l'a circoncis.

Le sang versé offre la preuve de l'incarnation, la preuve que le Dieu s'est bien fait homme, que son corps n'est pas un corps fantastique, fantomatique, irréel, un effet spécial de corps, ainsi que le prétendirent de nombreux malchanceux aux premiers temps de l'Église qui, vaincus, reçurent le nom d'hérétiques d'abord, de méchouci ensuite.

De la fin du Moyen Âge jusqu'à la Contre-Réforme, bref pendant la Renaissance, on célébra le génital. Les prêtres, les théologiens et les donateurs qui dictaient aux artistes le contenu des œuvres, poussèrent alors fort loin le souci de démontrer l'incarnation. Ils voulurent exposer la conformation sexuée du Christ; en effet, le sacrifice de Jésus aurait-il été un sacrifice s'il n'avait assumé notre condition que par feinte? Et, de plus, quelle meilleure manière



d'exalter sa virginité et sa permanente chasteté qu'en le montrant aussi capable d'érection que n'importe quel autre homme, qu'en prouvant qu'il n'était pas chaste par impuissance mais par vertu? Les calotins s'épuisent à prouver de bien étranges choses...

Le petit sexe vigoureux va bientôt être circoncis. Sa circoncision sera la dernière, car la circoncision du chrétien, c'est le baptême. Mentionnons une conséquence bien utile de la circoncision de Jésus. Comme son corps est estimé être remonté aux cieux, la seule relique possible du Sauveur était donc... oui, vous avez gagné, son prépuce. D'où la présence au Moyen Âge de pas moins de seize Saint-Prépuce concurrents. Quelle virilité! Du temps où la Libre Pensée n'avait pas été volée par les trostikistes, on y trouvait, outre l'excellent le *Christianisme dévoilé* d'Holbach, une belle carte postale représentant les trois têtes et les cinq jambes de saint Blaise. Qui nous dessinera les seize fiertés de Jésus? Nous glisserons, mais Calvin ne glissa pas, sur le seul autre type de relique possible. Non, vous ne devinez pas... les Saints-Langes.

Historique! Les Circoncisions seront souvent peintes à la Renaissance, bien moins à la Contre-Réforme. La pruderie du XIX^e siècle les effacera de l'iconographie bienséante. Le thème du sang de la circoncision se retrouve dans un tableau moyenâgeux, le *Retable de Saint-*

Denis d'Henri Bellechose. Jésus-Christ y meurt sur la croix. Son sang coule de la plaie de son flanc, mais coule vers son aine, c'est-à-dire vers son sexe. Ce motif, nous apprend Steinberg, a été reproduit dans l'Europe entière. Il signifie que le sang de la Passion revient vers le premier sang versé, celui de la circoncision. Le commencement et la

consommation du destin humain de Jésus sont alors liés, la boucle est bouclée.

Selon Steinberg, le désir de mettre hors de doute la nature humaine du Christ engendra les innombrables représentations de la Nativité où l'Enfant Jésus est « nu », nu contre toute vraisemblance: comment une nuit, une nuit d'hiver, dans une étable ouverte à tous vents, une mère laisserait-elle son bébé nu? Précisément, c'est avec les débuts de la Renaissance italienne que l'enfant de la nativité, logiquement emmaillotté au Moyen Âge, se dénuce.

Steinberg identifie en outre un « topos » iconographique où la Vierge Marie dévoile les parties génitales de l'Enfant, parfois regardées d'un regard soutenu et rapproché par un roi mage, un saint Joseph, un donateur. Une variation du topos le renforce par un geste de la Vierge qui cache, d'un mouvement en définitive ostentatoire et parfois quasi masturbatoire, le sexe du Christ. Steinberg reproduit une belle gravure d'Hans Baldung Grien où sainte Anne joue avec le pénis de Jésus, son petit-fils. Sans parler d'une *Sainte Famille* de Véronèse, où le petit Jésus se charge lui-même de la manipulation...

Nestor Potkin

1. Éditions Gallimard, collection l'Infini.

Argentine

Généalogie de la révolte

LE SUJET, L'AUTEUR, L'ÉDITEUR et même les traducteurs donnent d'emblée une idée de l'intérêt de l'ouvrage. Écrit par un Uruguayen, ce livre est le seul à retracer les différentes voies qui menèrent à la secousse sociale de décembre 2001 en Argentine. C'est le fil conducteur du livre: comment un vaste mouvement social capable de renverser deux gouvernements et de mettre en échec les classes dominantes a-t-il pu naître et prospérer, « sans structures hiérarchisées et centralisées de direction ».

Il propose une nouvelle lecture de la culture des opprimés et des réactions des jeunes générations, au-delà du cas argentin. Cependant, l'auteur avertit: « Je prends précisément la conception marxiste-léniniste [un des freins de l'organisation des travailleurs par eux-mêmes], parce que c'est celle que je connais le mieux et que je ressens le besoin de régler des comptes avec elle. » (p. 48)

Loin des recherches sur la hausse du taux de chômage, les variations des cours de la Bourse, de la production métallurgique, etc., Zibechi prend les éléments quotidiens de « l'immense territoire politique qui se situe entre la soumission et la rébellion et qui, bon an mal an, constitue le contour politique des classes soumises ». (p. 44).

Zibechi fait le constat que les formes traditionnelles des partis et des syndicats ne sont plus porteuses, à cause de la hiérarchie pyramidale identique à celle de l'école, du travail, de la société. Les aspirations sont à « l'horizontalité », à l'exclusion absolue de la corruption. De plus, l'Argentine, avec la dictature militaire et le régime péroniste de droite de Menem, est passée par une phase de démantèlement des usines et manufactures où la combativité ouvrière était forte (comme à Córdoba). Les quartiers ouvriers se sont dissous et les bidonvilles se sont multipliés, toujours sous la surveillance des forces de répression. « C'est pourquoi on constate la gâchette facile, les razzias, la criminalisation des jeunes. Et aussi la violence contre les femmes, avec la complicité de la police, qui la plupart du temps prend pour cible la femme jeune, rebelle, non soumise aux normes sociales. » (p. 45). C'est là que sont nés des foyers de contestation informelle.

Parallèlement, la société a été secouée par un mouvement incalçable: les Mères de la place de Mai, épouses, mères et grands-mères des personnes disparues, écœurées par le silence des organismes officiels, religieux et politiques, dénonçaient par leur présence les disparitions dont leurs foulards portaient les



noms. Après la dictature, elles ont continué leur présence accusatrice non seulement pour demander réparation (exclue par les gouvernements centristes, de la droite péroniste, du centre gauche), mais aussi pour agir là où leurs enfants auraient agi s'ils n'avaient pas été assassinés (ce qui ne fut pas toujours évident de la part de nombre de grands-mères dotées d'un solide passé bourgeois). Mais leur mode de fonctionnement a fini par s'imposer, au moins pour une partie d'entre elles, à l'initiative de celles qui étaient politisées (dont deux anarchistes).

Les groupes politiques ont dû composer avec l'opinion et le positionnement des Mères. Puis Hijos est apparu (les enfants des disparus). De nombreux groupes structurés de haut en bas se sont remis en question pour imiter l'unanimité des Mères, pratiquer leurs rapports politiques horizontaux, se demander s'ils s'ouvraient ou non aux sympathisants... Un bouillonnement de pratiques et d'idées est apparu, s'est entretenu, aussi bien parmi les travailleurs que parmi les chômeurs et étudiants.

L'apparition des « piqueteros » (qui bloquent les routes, empêchant essentiellement les transports par camion) en 1998 s'explique par la créativité combattante de la base. Tenir, tenir pour acculer les autorités à céder et les patrons à faire pression sur celles-ci pour recevoir leurs pièces détachées et expédier leurs marchandises.

L'auteur évoque également le péronisme, populisme parfois ouvriériste qui marque –

ou dont le souvenir marque – encore tant la société argentine: « C'était un fascisme sous lequel les masses populaires vivaient heureuses dans leurs monoblocks et leurs maisons, leurs cliniques, leurs primes, leurs congés payés, leurs retraites faciles à obtenir, leurs vacances à la mer... »¹ Les seules mesures concrètes en faveur des travailleurs semblent être venues du péronisme qui sut ne pas se heurter ouvertement à la majorité des ouvriers, surfant sur la bonne santé économique de l'Argentine pendant l'après-guerre. Curieuse réalité argentine: l'image d'un « bon péronisme » social continue de s'opposer à celle d'un « vilain » péronisme de droite... en dépit de tout bon sens.

On peut regretter que le tremblement de terre social des 19 et 20 décembre 2001, qui apparaît dans le chapitre curieusement intitulé « 2000-2001. Temps de ponts et arc-en-ciel », ne soit plus développé. L'impulsion prise depuis 1998 y continue dans toute sa richesse multiple: la présence des femmes, des jeunes, de coordinations totalement horizontales et libertaires en opposition à des groupes purement marxistes-léninistes. Une agitation sociale qui, dans un pays exsangue (55 % de la population, environ 18 millions de personnes vivent sous le seuil de la misère, 9 millions sont indigents), imprègne toute la société et éclatera violemment.

La solution de la gauche politique, dont une voix est le quotidien *Página 12*, semble être le président actuel, Néstor Kirchner. Essentiellement, cela signifie: aucun changement structurel, mais une limitation drastique de la corruption, une réutilisation des moyens recouverts pour atténuer la misère.

Le néolibéralisme argentin, avec ses crises et hésitations, est la voie que prend doucement l'Union européenne. Les défenses et initiatives inventées par les exploités que le livre de Zibechi parcourt avec acuité, les hypothèses qu'il avance, sont autant de faits importants que nous devons analyser, commenter, diffuser. Sans doute devrions-nous un de ces jours nous en inspirer.

Léo Langevin

1. Alicia Dujovne Ortiz [fille de communistes haut placés] *Ena Perón*, p. 426, Buenos Aires, 2002.

Raúl Zibechi, *Argentine, généalogie de la révolte, la société en mouvement*, Paris, CNT-RP, 2004, 380 p., 16 euros.

Gaston Puel

cinquante ans d'une vie en poésie



DE GASTON PUEL¹ existait déjà une anthologie thématique, signée Georges Cathalo et exposée sous le signe du feu.² Chaque tête de chapitre était illustrée d'une épigraphe de Gaston Bachelard, dont la plus évidente: « La flamme est un sablier qui coule vers le haut » rejoignait à s'y méprendre celle d'une bougie, signée Carrade, illustrant un court poème:

« Ô flamme / Qui n'est que trace / Brûles / Mais ne t'abaisse pas / Pour les meurtrir. »

Bien sûr, le feu est et reste un des éléments rassembleurs d'une qualité d'écriture et de lecture que Georges Cathalo voulait faire partager. D'ailleurs, il n'en occultait nullement le risque « partiel et subjectif ». Un choix « composé, disait-il, sans autre volonté que celle de donner envie de lire Gaston Puel »... et d'en poursuivre la lecture.

D'une saveur mortelle

Et voici que nous pouvons justement la prolonger dans cette nouvelle anthologie³ plus ouverte, puisque chronologique, que nous proposent les éditeurs de l'Arrière-Pays. Un choix à la fois sûr et exemplaire, avec les déchirements que cela suppose tant cette poésie s'est toujours gardée de toute faiblesse et de toute facilité. Et cela jusque dans les émotions les plus simples et les plus quotidiennes: à ce titre la quatrième de couverture soulignant « la grâce pauvre et fragile, menacée et secrète » des roses pompon m'a rempli d'une émotion à la fois vive et secrète (« Ça ne se crie pas sur les toits »), et d'une saveur justement mortelle dans l'universalité sensible de ce rose au « bêlement plaintif ». En dehors du titre, je me demande si Gaston Puel n'aurait pas aussi choisi ce poème qui lui est tellement inséparable.

Inséparable aussi de ce recueil de 1962 intitulé *D'un lien mortel* (en référence à Hölderlin). De ce lien à cette saveur, une dis-

tance inévitable se profile et s'établit au rythme d'une écriture sans cesse renouvelée qu'assume pleinement « le vieux poète ». De l'ancienne vigueur que les ans ont entamée, une certaine « lenteur » préserve la séduction des mots, quand il reste à dire la saveur du monde. Passeur fortuné et lucide, Gaston Puel habitera jusqu'au dernier souffle « la pulpe du temps »: « Il pense toujours à ce poème qu'il n'a pas écrit, un poème rouge et lointain comme un soleil derrière les branches. »

D'une saveur mortelle, à travers un demi-siècle d'une vie en poésie est un grand livre, mais aussi un beau livre, mis en page et animé graphiquement par Bruno Fuglia, qui avait superbement illustré *Cheyenne Automn*.⁴ Grand merci aux éditeurs de l'Arrière-Pays, qui ont noms Eric et Josette (une façon de me – vous – les rendre plus proches) et accompagnent depuis longtemps les poèmes de Gaston Puel à travers la parution périodique des *Carnets de Veilles* et l'édition du *Journal d'un livreur*.⁵

Les « fêtes » sont passées, mais ne ratez pas celle d'une poésie couleur d'homme que ces vrais éditeurs contribuent à perpétuer.

Claude Kottelanne



1. Sur Gaston Puel, se reporter aux articles que j'ai publiés dans le *Monde libertaire*, n° 1343 (à propos d'En chemin) et n° 1351 (à propos de Cheyenne Automn).

2. *Au feu* (11 euros), éditions Le Dé bleu, 85310 Chaillé-sous-les-Ormeaux.

3. Gaston Puel: *D'une saveur mortelle. Anthologie 1943-1993*. Éd. l'Arrière-Pays, 1, rue de Bennwihir, 32360 Jégun. 18 euros. Exemplaire de tête: 40 euros.

4. Gaston Puel, *Cheyenne Automn*, Éd. Voix d'encre, BP 83, 26202 Montélimar cedex. 15 euros.

5. Gaston Puel, *Carnets de Veilles*, éd. L'Arrière-Pays. Cinq recueils, 9,15 euros chacun. *Journal d'un livreur* (récit), 18,30 euros.

Andrée Guimarel

« **TU FERAS** comme tu pourras, quand tu pourras, si tu le peux, c'est tout. »

Le départ définitif des compagnes et des compagnons laisse toujours ce mélange de tristesse et de souvenirs fraternels qui nous fait osciller entre le désir d'évoquer ces anciens vivants et le silence... Encore un, encore une, place aux jeunes, d'accord, mais lesquels?

Andrée Guimarel a connu une grande partie du siècle passé, juste après la Der des der (elle est née en mai 1919). Son père était libertaire, elle ne l'a pas renié.

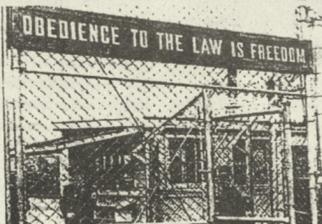
Je l'ai connue solidaire, entière, généreuse. Elle gardait son passé enfoui dans la mémoire; le présent, seul, comptait. Elle était de toutes les manifestations, tant que son corps l'a bien voulu. Elle hantait la plupart des soirées chantantes libertaires (surtout) et autres, pourvu que la parole y soit intelligente

et digne. Ceux et celles qui ont fréquenté le Trou noir, la Mutualité ou le TLP, en leur temps, l'Européen, le Trianon, le Divan du monde, le Clavel, le Trévis, le Forum Léo-Ferré, la petite salle des Vignoles et bien d'autres lieux provisoires ou improvisés, ont forcément croisé sa petite silhouette de frangine discrète aux cheveux argentés.

Avec d'autres compagnes et d'autres compagnons, elle m'avait donné un sérieux coup de main dans mes aventures enregistrées, refusant toute reconnaissance de dette et tout calendrier de remboursement: « Tu feras comme tu pourras, quand tu pourras, si tu le peux, c'est tout. » Comment dire ici, à d'autres, que ce genre de libertaires me manque, nous manque...

Serge Utgé-Roy

CONCERT DE SOUTIEN
CROIX NOIRE ANARCHISTE



PAWNS
Anarcho Punk (CRASS style) / U.S.

FOURTHROTORS
Anarcho Punk / U.S.

FLYING DONUTS
HxC Punk Melo / Fr

HILIKUS
HxC Metal / Fr

P.A.F. : 5 Euros

VENDREDI 21 JANVIER 2005
Espace Autogéré des Tanneries / 13,15 blvd de chicago, Dijon

Le collectif d'organisation du Salon du livre anarchiste de Montréal est présentement à la recherche de diffuseurs, d'éditeurs, de groupes et collectifs anarchistes francophones en provenance d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'ailleurs, intéressés à participer à l'événement. La sixième édition du salon aura lieu le samedi 21 mai 2005 et sera suivie d'une journée d'ateliers et de conférences sur des thèmes et des luttes anarchistes, le dimanche 22 mai 2005. Les collaborations recherchées peuvent prendre l'une ou plusieurs des formes suivantes: tenue de table, envoi de publications, conférence ou animation d'ateliers. Comme par le passé, le Festival de l'Anarchie se déroulera durant les trois semaines précédant le salon du livre et regroupera une multitude d'événements politiques et culturels organisés par des anarchistes et des groupes antiautoritaires.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site du salon <http://salonanarchiste.taktik.org> téléphoner au 514-859-9090 ou écrire à: salonanarchiste@taktik.org ou à l'adresse suivante: Salon du livre Anarchiste de Montréal, 2033, boulevard St-Laurent, Montréal, Québec, H2X 2T3, Canada.

Radio Libertaire

Mercredi 15 janvier

FEMMES LIBRES: DE 18H30 À 20H30.
Caroline Fourest pour son livre *Frère Tariq*, chez Grasset.

Jeudi 20 janvier

BISTOURI OUI-OUI: DE 19H30 À 20H30.
Avec Maud et Karine, deux lesbo-trans nous parlent de leur activisme sur les questions trans et queers.

SI VIS PACEM DE 18 HEURES À 19H30.
Violences contre les peuples indigènes.
Invité: Survival international.

Mardi 25 janvier

IDÉAUX ET DÉBATS, UN MARDI SUR DEUX DE 18 HEURES À 19H30. Marie Desplechin et Lydie Violet pour *La vie sauve*.

Mercredi 26 janvier

FEMMES LIBRES DE 18H30 À 20H30.
Avec Michèle Larrouy à propos de la peintre Artémisia Gentileschi.

Jeudi 27 janvier

SI VIS PACEM DE 18 HEURES À 19H30.
Pour une éducation laïque, donc antimilitariste. Invités: groupe des libres penseurs André Lorulot-Commune de Paris.

ENTRE CHIENS ET LOUPS DE 20H30 À 22 HEURES. Invitée Michèle Bayard pour son livre *Sam et la reine de Palmyre* aux éditions Paris Méditerranée. Présentation de deux autres livres Khali et le fennec de Ghania Hammadou et *L'ascenseur à banquette rouge* de Suada Tozzo-Waldam, toujours aux éditions Paris-Méditerranée.

89.4 MHz
en région parisienne

Jeudi 20 janvier

Rennes

Le groupe La Sociale de la FA de Rennes, organise à 20 heures à la maison du Champ de Mars, salle Brekilien, OSCAR, 6, cours des Alliés (Charles-de Gaulle) une réunion publique sur le thème: *Pour en finir avec l'impasse suicidaire du capitalisme, une issue réaliste et globale: l'anarchisme.* Il sera, entre autres, débattu de la nécessité de s'organiser aujourd'hui de façon à lutter pour une société d'individus libres et égaux, contre la dictature des marchés qui conduit à l'annihilation des ressources naturelles et la misère des exploités.

Vendredi 21 janvier

Dijon

Concert punk de soutien à la Croix noire anarchiste avec Pawns, Fourthtutors, Flying Donuts Hilikus... PAF 5 euros Espace autogéré des Tanneries. 13/15, bd de Chicago

Lyon

Panne d'essence, théâtre et chansons pour arrêter tout, avec Yanniss Youlountas (paroles) et Jacques Durbec (musique) à De l'autre côté du pont, 25, cours Gambetta (3^e).

Le Havre

Café libertaire. Causerie avec Paco et le groupe Zéro de conduite (FA) autour de « Dansons la Ravachole! » (éditions libertaires). À 19 heures au SSBONC, 12, rue Casimir-Delavigne.

Samedi 22 janvier

Chelles

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise

une réunion publique sur le thème « Défendre la laïcité aujourd'hui » avec J.-F. Chalot et P. Cassen de l'UFAL77 à 20h30 au 1 bis, rue Émilie (Près de la gare RER).

Paris 11^e

Projection du film « Son pays est une prison » de François Rosalto. Comment font les Birmans pour vivre sous une dictature qui, depuis deux générations, a séquestré toute forme d'espoir? Cinémathèque française (Palais de Chaillot) à 10 heures du matin.

Dimanche 23 janvier

Paris 11^e

Soirée de soutien au CLAV (Collectif de liaison des associations vivantes) de Bordeaux, avec Grave de Grave, Joke, Rageous Gratoons. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11. PAF 5 euros.

Paris 19^e

Du *Libertaire au Monde libertaire*. Projection de deux films documentaires de Michèle Rollin (Interviews de P. Oriol, R. Creagh, P. Miquel, F. Magnone, Y. Perrault, J. Toublert, H. Boyé, A. Devriendt et des participants au *Monde libertaire*... Documents de E. Jarry, A. Passevant, A. Marique). À l'Usine, 102, bd de la Villette, Paris 19^e. Renseignements: 01 48 44 13 48.

Ivry-sur-Seine

FORUM Léo Ferré. Jacques Bertin, 11, rue Barbès.

Jeudi 27 janvier

Lyon 1^{er}

La compagnie Papiers froissés jouera Putain

d'usine, une pièce de Jean-Pierre Levaray (éditions L'insomniaque, 2002) à 20 heures 30 à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre blanc. Ainsi que le vendredi 28 où la représentation sera suivie d'un débat avec les acteurs et Jean-Pierre Levaray, l'auteur

Vendredi 28 janvier

Ivry-sur-Seine

FORUM Léo Ferré. Jacques Bertin, 11, rue Barbès.

Samedi 29 janvier

La Rue, 10, rue Robert-Planquette. 15h30, rencontre-débat avec Alain Pecunia au sujet de son livre: « Les Ombres ardentes. Un Français dans les prisons franquistes ».

Vendredi 4 février

Lyon 7^e

Fred Alpi à l'Atelier, 91, rue Montesquieu.

Samedi 5 février

Méaudre (Vercors) 38

Fred Alpi au Synclinal (au pied des pistes), Les Farlaix.

Samedi 12 février

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire avec Claude Guillon pour son ouvrage « Le droit à la mort ». 145, rue Amelot.

Jeudi 17 février

Merlieux (Aisne) 02

La bibliothèque sociale reçoit Didier Daeninckx et Cathy Ytak de 18 heures à 21 heures au 8, rue des Fouquerolles.



agenda

A Huguette,
Nouchouka,
Ma
mai
mai. 2004



Je suis l'homme vite. Je cours, après elle depuis toujours. Elle s'appelle manouchouka (elle me l'a dit en rêve en découpant des pochoirs qu'elle faisait glisser sur des empreintes au hasard de papiers Canson).

Je m'obstine à la retrouver, toujours en butte à sa phobie des antipodes, surtout ce jour où, ayant pris le train des neiges, elle s'est retrouvée sur les berges du Baïkal, à l'embouchure de l'Angara. Qu'est-ce qui lui a pris de jeter dans ce galet dans ma main la rondeur de son épaule? Ce jour-là toute la Belgique s'y est engloutie, transsibérien a déraillé près Khabarovsk, la ville aux sept collines qui se foutait bien du pape, par ailleurs retrouvé noyé dans l'Amour: au goulag voisin en ont fait de la graisse destinée aux bielles d'accouplement.

Dis-moi, ma nouchouka, d'Irkoutsk, ma tendre amoureuxse, dis-moi que je ne cours pas à ma perte.

Surtout de papiers Canson
160 g/m² mi-teintes pastel.
Je t'aime,
c. Kottelanne